



N°9

MENT

L'AUTRE



LUTTES SOCIALES p2-14

SANS PAPIERS ANTILLES p46 p12-13

UNIVERSITE PUBLIQUE p15-19

LOGEMENT CROUS p24-25

INTERNATIONAL ... p26-31

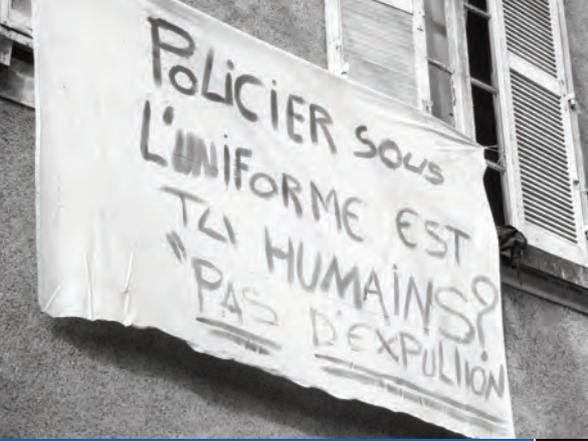


L'actualité vue d'en bas

LA LUTTE DES CLASSES N'EST PLUS A LA MODE?

« Les grands ne sont grands que parce que nous sommes à genoux : levons-nous. » (1792). Citation de Pierre Victurnien Vergniaud, révolutionnaire et homme politique (1753-1793)

L'Autre-ment n°9, Juin 2009 / Prix libre contact : lautre-ment@no-log.org



Quand passe-t-on du rêve...

pas votre
CRISE

DE SORMAIS QUAND IL YA UNE GREVE ENFRAN
PERSONNE NE S'EN APERCOIT...
LA PREUVE!



...à la grève
général(e) ?



LES TRAVAILLEURS ISOLES DE LA BOURSE

Les travailleurs isolés sans-papiers qui occupent la Bourse du travail rue Charlot à Paris, depuis plus d'un an, pour obtenir leur régularisation ont refusé d'être encadrés. Leur volonté d'autonomie n'est pas acceptée par les associations et les syndicats.

Cette occupation n'est pas le fruit du hasard mais l'aboutissement d'une série de désillusions subies par les sans-papiers. Si elle a pu paraître dirigée contre la CGT, il faut savoir que bien avant cette action, la Coordination 75 des sans-papiers (CSP 75) (1) et la CGT ont mené des actions communes. Ainsi, dans le courant de l'année 2007, le Collectif des sans-papiers du 19^e avait convoqué une réunion d'information sur les droits des travailleurs sans papiers à laquelle il avait invité la CGT et un spécialiste du droit du travail pour exposer les droits des sans-papiers. À la suite d'une autre réunion organisée par CSP 19 avec les collectifs du 18^e, du 11^e ainsi que des soutiens, est né le projet d'établir un document informant les sans-papiers sur leurs droits en tant que travailleurs. Au terme de nouvelles rencontres dans le local du CSP 19 à « La Générale » dans le 19^e ou celui de l'association Autremonde, un « 4 pages » (2) est rédigé avec la participation de la CGT, de Sud, d'Alternatives libertaires, d'Autremonde, du Gisti, de la Ligue des droits de l'homme et, bien évidemment, des collectifs constituant la CSP 75 à l'origine du projet et quelquefois de Droits Devant !! [...]

La volonté de travailler de concert semblait acquise jusqu'à la présentation publique, à la Bourse du travail, dans la salle aujourd'hui occupée par la CSP 75, du document sur les droits des travailleurs sans papiers : la CGT refuse alors que les associations (dont le Gisti) et la CSP 75 prennent la parole alors qu'elles ont participé à l'élaboration du document.

En avril 2008, pour obtenir des régularisations par le travail, la CGT et Droits Devant !! déclenchent plusieurs occupations d'entreprises. La CSP 75 envoie une délégation sur chaque site occupé et souhaite participer aux piquets de grève, mais il lui est répondu que cela est impossible pour des travailleurs extérieurs à l'entreprise. La CSP 75 expose une fois de plus le problème des travailleurs isolés : ils ne sont jamais qu'en petit nombre, un ou deux par entreprise, et ne peuvent occuper leur lieu de travail comme le souhaite la CGT. La CSP 75 propose de renforcer les piquets de grève : des isolés de la restauration ou du nettoyage allant renforcer les rangs des grévistes d'entreprises de la même branche. Ainsi, à Villejuif, les occupants ne sont pas tous salariés de l'entreprise occupée. La CGT refuse la participation des sans-papiers de la CSP 75 au prétexte qu'ils ne sont pas adhérents de la CGT et ajoute que la CSP n'a qu'à s'organiser de son côté !

En avril 2008, il y eut cinq réunions entre la CSP 75, la CGT et Droits Devant !! Anzoumane Sissoko, porte-parole de la CSP 75 raconte : « Le 17 avril, la CGT et Droits Devant !! nous disent de ne préparer ni dossiers ni liste de sans-papiers à régulariser mais d'organiser des piquets de grève pour faire monter la pression, nous acceptons. Le 21, ils sont reçus au cabinet d'Hortefeux et déposent 1000 dossiers sans évoquer le sort des isolés de la CSP. Le 25, ils nous disent d'attendre, de ne pas occuper d'entreprise, exactement le contraire de ce qu'ils disaient le 17 ! Ils nous prennent pour des enfants ! Nous, nous avons compris qu'il y a eu un accord pour bloquer notre mouvement, tous les autres mouvements. Nous nous sommes sentis trahis et c'est à ce moment-là qu'ont explosé ce qu'ils ont appelé « les mots qui fâchent ». Mais c'est leur trahison qui nous fâchait et la décision fut alors prise d'occuper la Bourse du travail ».

Le 2 mai, la CSP 75 appelle à une manifestation autorisée, place de la République. Entre 15 et 16 heures, 600 personnes manifestent sur la place puis s'engouffrent dans la cour de la Bourse du travail, au 85 rue Charlot. La CSP 75 demande alors à rencontrer la CGT pour envisager ensemble le dépôt groupé de ses dossiers. Raymond Chauvau, de la CGT prend la parole exhortant les occupants à partir. Le 4 mai [...], les associations rencontrent la CGT qui argumente : « Les occupants se trompent de cible... », « leur action est contre-productive... ». Les occupants revoient les syndicats et les associations⁽³⁾ le 28 mai ; les premiers veulent bien travailler avec la CSP 75 si les occupants quittent la Bourse. Ils proposent aussi de mettre en place une commission pour procéder au traitement des dossiers.



à l'intérieur de la Bourse du travail, lors d'un des nombreux rendez-vous de lutte de la CSP 75

Certaines associations fortes de leur « spécialisation » souhaitent choisir les cas à défendre : les unes, les familles avec enfants scolarisés, d'autres, les sans-papiers en France depuis dix ans et plus. Or, la CSP refuse cette forme d'« immigration choisie » et veut défendre tous ses adhérents sans rejeter les cas les plus difficiles, sans établir de distinction entre immigrés africains et arabes (on sait que les Algériens, les Marocains et les Tunisiens sont régis par des accords bilatéraux qui diffèrent des textes en cours). [...] Ils souhaitent seulement un appui des syndicats et des associations pour obtenir de la préfecture un dépôt groupé, comme l'a obtenu la CGT. Ils demandent aussi que syndicats et leaders d'opinion exercent une pression suffisante afin de convaincre les patrons de signer les engagements demandés par la préfecture (4).

Cela leur sera refusé et l'occupation est maintenue, ce qui finira par contraindre la CGT à appuyer une des demandes de la CSP 75 : le 11 juin, les représentants des deux organisations sont reçus par le chef de cabinet du préfet. Au rendez-vous suivant, début juillet, la CSP 75 est seule, mais est reçue par le directeur de la police, M. Quastana, ce qui équivaut à une reconnaissance de sa représentativité. Le principe du dépôt groupé de dossiers est admis. La CSP dépose alors 700 dossiers. [...]

Pour les sans-papiers de la Bourse, la régularisation par le travail est quasi impossible. Ce sont des travailleurs isolés, travaillant dans de petites entreprises. Lorsqu'ils demandent à leur patron un engagement et un contrat, ils essuient un refus et risquent la mise à la porte. La CSP 75 a expliqué tout cela maintes fois aux syndicats qui ne peuvent ignorer ces situations

mais qui n'ont ni la volonté, ni peut-être la force de les combattre. Chacun sait que ce sont ces travailleurs sans-papiers isolés qui sont les plus exploités, jamais défendus, les soutiers de notre essor économique. Cette réalité n'a jamais été prise en compte par les syndicats qui laissent seuls les plus démunis face à des patrons voyous.

Lorsque quelques occupants de la Bourse ont pu décrocher un contrat et un engagement de leur patron, ce furent toujours des cas exceptionnels. La régularisation par le travail lie le salarié à son patron ce qui constitue une arme redoutable dans les mains des patrons. Nombre d'associations qui ont critiqué le caractère « utilitariste » de la régularisation par le travail s'abstiendront curieusement de soutenir la CSP 75 qui lutte pour obtenir des régularisations sans engagement patronal. La CSP 75 s'est donc lancée seule dans un combat dur et difficile.

Les occupants de la Bourse sont isolés dans leur travail, isolés dans leur lutte. Non seulement les associations appelées par la CGT pour jouer les médiateurs se sont très vite rangées du côté du syndicat, mais on a constaté l'absence délibérée de ceux qu'on trouve traditionnellement dans ce genre de combat : par exemple, les associations confessionnelles comme le CCFD, les habituels défenseurs des libertés comme la Ligue des droits de l'homme, les pourfendeurs des inégalités comme le Mrap, les chantres du tiers-mondisme comme Attac, les partis politiques comme les Verts... Les raisons explicitement invoquées sont peu nombreuses : « ils se trompent de cible » ou « c'est suicidaire » mais plus généralement les appels et relances se heurtent à un silence gêné ou à l'invocation banale du manque de temps...



La bourse du travail c'est aussi des initiatives de solidarité. Elle organise de temps en temps des goûters pour les enfants, le troisième a eu lieu samedi 9 mai. Tous ces chers bambins du quartier et d'ailleurs ont pu se remplir le bidon de friandises en s'amusant avec des clowns et autres animations. Ou encore, elle met en place des concerts et des débats. La bourse est un lieu de lutte, et donc aussi un lieu d'échange, de solidarité et d'amitié. Vous êtes donc tous conviés à venir partager, discuter, lutter...

« Ils se trompent de cible » :

Certes, les sans-papiers savent que c'est le préfet qui a le pouvoir discrétionnaire de les régulariser, mais ceux qui invoquent cette raison pour critiquer l'occupation de la Bourse étaient présents à Saint-Bernard sans attribuer à l'Église le pouvoir de régulariser... Quant au caractère suicidaire de l'opération, chacun sait que toute action militante menée par des sans-papiers, par définition sans droits, comporte de grands risques. Les occupations d'églises n'étaient-elles pas aussi suicidaires ?

Les sans-papiers, ignorés de tous, qui travaillent dans les cuisines, qui font le ménage des bureaux la nuit, qui affrontent plomb et amiante sur les chantiers de démolition, ont osé tenir tête à la première centrale syndicale de France !

Une des raisons plus profondes des réticences des associations et soutiens ne serait-elle pas due à l'aura de l'entité syndicale ? Les sans-papiers, les sans-droits, ont osé occuper la « Maison de tous les travailleurs », défier les syndicats. Des opposants aux occupants de la Bourse du travail ont fait remarquer : « On espérait depuis des années que les syndicats se préoccupent enfin du sort des sans-papiers et c'est au moment où la CGT lance des occupations d'entreprises pour obtenir des régularisations par le travail que vous vous affrontez avec elle ! » Mais les associations et autres soutiens ne peuvent que constater qu'une fois passées les élections prud'homales (et même bien avant celles-ci), la CGT a cessé grèves et occupations pour la régularisation des sans-papiers. Quant au bilan des régularisations par le travail, il devrait donner lieu à une analyse rigoureuse que se promet de faire le Gisti dans les mois à venir. [...]

Une totale autonomie :

En 2009, alors que l'occupation se poursuit, l'isolement des sans-papiers de la Bourse ne peut s'expliquer par les raisons invoquées au début de l'occupation. Les délégués, les occupants de la Bourse ont toujours fait preuve d'une grande disponibilité envers soutiens et visiteurs. Toutefois, il est vrai que tous les donneurs de leçons se sont heurtés à un silence glacial, qu'il s'agisse d'associations, de partis politiques ou de groupuscules. Tous ceux qui ont accusé la CSP 75 d'être manipulée ont été bien en peine d'avancer la moindre preuve. Pour la constitution des dossiers, les accompagnements à la préfecture, la CSP 75 estime que l'expérience de ses délégués et militants vaut bien celle des associations.

Mireille Galano

Article extrait de la revue du GISTI,
Plein Droit n°80, mars 2009.

Pour plus d'infos :
www.bourse.occupee.free.fr
<http://sanspapiers.info>

Par des négociations régulières mais ardues avec les représentants de la préfecture et le directeur de la police, la CSP 75 a réussi à s'affranchir des règles et textes en cours en réclamant des cartes de séjour « vie privée et familiale » extrêmement plus difficiles à obtenir que des cartes « salarié », fruits de la politique d'immigration choisie à caractère purement utilitaire. Dans leur isolement, les sans-papiers de la Bourse mènent leur lutte en pleine autonomie. Le refus des associations d'être à leurs côtés n'a fait que renforcer leur détermination et, paradoxalement, leur force. Chaque jour qui passe permet à de nouveaux militants de se former.

Cette lutte a démontré l'autonomie des collectifs parisiens. Ces derniers ont mis en échec une forme de paternalisme qui semble considérer que les immigrés ont toujours besoin d'être conseillés, guidés... Ils n'ont demandé qu'un soutien à leur volonté de régularisation et non une tutelle sur la conduite de leurs actions et décisions, et cela leur a été refusé. Ils ont aussi mis à jour l'hypocrisie des discours tiers-mondistes de ceux qui veulent bien se pencher sur ces pays lointains au cours de missions, mais qui ne sauraient se mêler ici au tiers-monde, rue Charlot.

Quant aux militants de la cause des immigrés, ils se sont grandement discrédités par leur absence et leur silence, et ont surtout perdu l'occasion d'être solidaires d'une formidable leçon de dignité et de combativité. Pour la CSP 75, la lutte continue...

(1) Quatre collectifs parisiens : 19e, 18e 11e et 11e Binazon (du nom du militant Romain Binazon décédé) constituent la Coordination 75 des sans-papiers (CSP 75).

(2) « Sans-papiers, défendons nos droits de travailleurs ! »

(3) Il s'agit de RESF, Ucij, Gisti, Autremonde, LDH, et de CGT, Sud, FO, et CFDT. Ces dernières, muettes, s'éclipseront, laissant les sans-papiers face à la CGT...

(4) L'article 40 de la loi du 20 novembre 2007, qui autorise la délivrance d'une carte de séjour portant la mention « salarié » au titre de l'admission exceptionnelle au séjour mais exige l'engagement ferme de l'employeur, ne concerne qu'une liste de métiers « en tension » et ne s'applique ni aux Algériens, ni aux Tunisiens.

Cours de français

A la Bourse du Travail, on s'organise, qu'on se le dise ! Des cours destinés à apprendre les rudiments du français ou à améliorer la pratique de la langue sont organisés, à la demande des sans-papiers, trois fois par semaine. Maîtriser l'écriture, développer son vocabulaire et répondre aux difficultés dans les situations quotidiennes : vous pouvez aider les sans-papiers à réaliser ces objectifs. Vous pouvez apporter de la lecture, du matériel ou même donner de votre temps pour enseigner. Toute personne désirant profiter de ces cours sont bien sûr les bienvenues ! Les cours ont lieu de 19h à 20h30, les lundis, mercredis et vendredis de chaque semaine.

Opération ventre creux

M ercredi 18 février, début d'après-midi, quelque part dans la rue de Ménilmontant. Un calme relatif règne dans les hauteurs du quartier parisien du même nom. Jusqu'à ce qu'une quarantaine de joyeux trublions viennent mettre un peu d'ambiance en s'invitant dans le supermarché Casino de « Ménilmuche ». Pas pour y faire des courses. Mais pour participer, à l'appel, entre autres, de la Coordination des Intermittents et Précaires (CIP) d'Île de France, et d'Agir contre le Chômage (AC !), à un « pique-nique sauvage et festif de faim de mois ». Une action plus scientifiquement qualifiée dans le jargon militant, d'opération d'autoréduction, d'autoréquisition, ou encore, c'est selon, d'« opération ventres vides ». En moins d'une demi-heure, à l'intérieur du magasin, c'est l'attroupement autour de plusieurs tables de pique-nique improvisées, mises à disposition de tous et garnies de victuailles en tout genre. Tant qu'à se servir sans regarder le prix, pour une fois, la plupart des produits sont ceux qu'on n'oserait même pas mettre dans nos caddies ! Aux manifestants se mêlent journalistes, clients, personnels de type « sous chefs » en panique et plein de zèle pour certains, et flics en civil. Des tracts expliquant la démarche sont distribués (voir ci-contre) aux clients et aux personnels du magasin. Des pancartes, sur lesquels on peut lire « voleurs, rendez nous nos miettes » ou « nous ne paierons pas votre crise », sont plantés au milieu des étalages de fruits et légumes. Dans le même temps, à l'extérieur, une centaine de CRS, dont la colonne d'une vingtaine de camions descend jusqu'au bas de la rue, fait rapidement face aux militants restés à l'extérieur et aux quelques familles de mal-logés du DAL venues en soutien. Cette présence policière attendue, bien qu'ultra disproportionnée, dissuadera malheureusement nombre de

personnes d'entrer ce jour-là dans le magasin en état de siège. Une heure plus tard, l'ensemble des manifestants est « accompagné » par petits groupes vers le métro le plus proche.

En résumé, un groupe de moins de cinquante personnes peut, sans risque majeur, à la fois foutre un beau bazar, et bousculer la grande distribution. Voilà comment on peut, en moins d'une heure, semer la panique au sein de l'un des grands symboles de l'exploitation et de la « pwofitasyon » comme on dit en Créole. Malgré la suprématie et la domination apparente de la grande distrib', ce genre d'action la place dans un imbroglio médiatico-judiciaire dont elle peut difficilement s'extirper, si ce n'est en attendant patiemment que l'action se passe. D'une part, l'enseigne ne peut rien juridiquement contre ces « pillages » organisés, à partir du moment où elle laisse sortir les manifestants le ventre ou le caddie plein. D'autre part, les personnels des grandes surfaces, majoritairement payés au SMIC et sous contrats précaires, et la plupart des clients, regardent ce genre d'initiative de manière plutôt sympathique, et même parfois y participent. Enfin, la période, sur fond de crise sociale accentuée par la crise économique, est propice à la présence de journalistes. Alors que ce type d'action ne les auraient pas forcément intéressés il y a quelques années -la pratique de l'autoréduction n'est pas nouvelle-, la thématique du « pauvre » et des fins de mois difficiles se vend bien en ce moment. Face à toute cette sympathie relative, on voit mal le gérant d'un supermarché demander l'expulsion manu militari des manifestants par les flics ou les vigiles.

En tout cas, les opérations de ce type se multiplient. Le 31 décembre dernier au Mo-

noprix de la rue Faubourg St Antoine à Paris, une dizaine de chariots avait été réquisitionné par une cinquantaine de précaires, de chômeurs et d'intermittents du spectacle revendiquant le droit de « fêter le Nouvel An dignement ». Lors de ce même mois de décembre, d'autres actions similaires avaient été menées dans des supermarchés à Rennes ou à Grenoble, toujours pour dénoncer « la vie chère ». Récemment, le 3 mars, les étudiants s'y sont mis, à



la suite d'une assemblée générale à l'université de Tolbiac, ponctionnant plusieurs caddies remplis à la chaîne Monoprix. Les gérants de ces magasins n'ont jamais pris le risque de faire évacuer les manifestants, reléguant la police au rang d'une milice du capital observatrice et frustrée. Le groupe Casino avait toutefois porté plainte, notamment contre AC ! pour « vol en réunion », suite aux actions de décembre. C'était la raison pour laquelle cette enseigne avait été choisie le 18 février dernier.

En ces temps de répression accrue, il est important de relever qu'une cinquantaine de personnes peuvent encore neutraliser un appareil répressif, juridique et économique pourtant bien rodé. Un appareil qui craint assurément la contagion des autoréductions, comme ce fut le cas aux Antilles. Pourvu donc que ces actions d'utilité publique et politique se multiplient ! Tout en gardant à l'esprit que la machine d'Etat, notamment dans sa dimension répressive, est souvent capable de s'adapter rapidement à la contestation sociale...

SLNS



photos : SLNS

Extraits du texte diffusé dans le Casino ce 18 février

(signé entres autres par AC!, CIP-IDF, L'appel et la pioche) :

« Alors que les banques et les entreprises se font assister à coups de milliards, ce serait à nous de nous serrer la ceinture ? Impossible. Vivre dans des taudis et errer sans domicile, accepter des boulots de merde et mendier des miettes de droits, ça suffit ! Nous sommes évidemment solidaires des travailleurs exploités dans les grandes surfaces pour des salaires de misère. Pour nous, comme pour beaucoup de ceux qui travaillent ici, la fin du mois c'est presque tous les jours. Nous en avons assez de survivre avec des minima à 400 euros quand les entreprises du CAC 40 ont versé aux actionnaires 99 milliards de bénéfices en 2008. Allons se remplir le ventre et remplissons les ventres... »

BLACK BLOCS : Le singulier pluriel ⁽¹⁾

Entendons-nous bien ! Nous parlons ici DES Black Blocs, et non DU Black Bloc. Car LE Black Bloc n'existe pas. Pas au sens où les médias peuvent l'entendre et tenter de nous en toucher deux mots. Il y a en effet fort à parier qu'une notion aussi abstraite que celle d'une entité informelle et spontanée, née d'une volonté commune et quasi-soudaine de s'élever contre le "bras armé du Capital" (pour reprendre la terminologie anarchiste) dépasse de loin le pauvre présentateur de JT au brushing impeccable et sortant de son brainstorming quotidien et futile. Notre présentateur "vedette" revoit les images de Strasbourg. Il est horrifié par tant de violence et se demande alors qu'elles peuvent être les motivations de ces "casseurs sans foi ni loi". Ils cherchent des réponses qu'il ne trouvera pas.

Pour la simple et bonne raison qu'il a déjà oublié l'émoi qui fut le sien lorsqu'il commenta les images de Gênes en 2001. Ou lorsqu'il découvrit "le phénomène" Black Bloc en 1999 durant les événements de Seattle.

La vérité est que notre présentateur au large sourire ne s'est jamais posé les bonnes questions, lui qui ne pense qu'en terme de structure pyramidale, de partis ou de syndicats. Ce même petit monsieur qui a besoin d'un interlocuteur afin de lui expliquer ces images, lui expliquer la vie... Un interlocuteur jugé sérieux et respectable et qui



pourra contribuer à une part plus importante d'audimat.

Mais UN Black Bloc n'est justement pas un parti, pas plus qu'un syndicat organisé en bureaux et centralisé, avec une tête pensante et ses "rock stars". Ce n'est pas non plus une association institutionnelle telle qu'on la conçoit bien souvent. Au sens où il n'y a ni cotisation, ni adhésion durable.

UN Black Bloc est le fait d'individus COMPOSANT le Black Bloc. Il se définit certes, dans sa large majorité, comme issue de la mouvance anarchiste, ou, tout du moins, libertaire. C'est-à-dire, qui ne subit ni hiérarchie, ni mot d'ordre préalablement établi.

Nous parlons d'un regroupement éphémère de personnes durant une manifestation et qui débouche bien souvent sur des affrontements directs avec les forces de l'ordre (vous savez, ces fameux bras armés, matraques, jets d'eau, lacrymo et autres flash-balls...) Les Black Blocs ne sont en eux-mêmes qu'une technique du Mouvement Autonome pour manifester librement, démocratiquement, puisque les individus le composant estiment qu'il ne devrait pas exister d'encadrement à une manifestation, que celle-ci doit être libre. Libre, tel est le seul mot d'ordre qui pourrait s'appliquer à un Black Bloc.

Dignes héritiers des mouvements autonomes allemands des années 80 (on identifie le "premier" Black Bloc à Berlin Ouest en Décembre 1980, appellation donnée par les médias de l'époque histoire de mettre un nom sur ces groupes masqués et vêtus de noir qui repoussèrent alors les forces de l'ordre venues les déloger de leurs squats, de leurs facs, de ces lieux autogérés, les « Freiraume »), les Black Blocs n'ont eu de cesse d'évoluer, et leur médiatisation, de grandir, jusqu'à se révéler durablement comme une force omniprésente, de tous les grands sommets et contre-sommets, avec l'apparition d'une Zone d'Autonomie Temporaire, créée à Seattle en marge du Congrès de l'OMC, le 30 Novembre 1999.

On insista sur la violence des Black Blocs afin de leur faire peser l'assassinat de Carlo Giuliani ce 21 Juillet 2001 à Gênes, lorsque cet autonome, cette personne animée d'une volonté de justice, se fit abattre comme un chien par un policier qui ne fut pas même inculpé par la suite.

On retrouve les Black Blocs un peu partout. De toutes les manifestations, de tous les combats politiques et altermondialistes. De tous les refus et de toutes les injustices, à dire vrai, naît UN Black Bloc.



Un Black Bloc ne fait pas l'apologie de la violence. Les individus le composant ne se délectent pas de tout ce sang versé par les uns et les autres (malheureusement, les manifestants ont versé bien plus de sang que les policiers lors de diverses échauffourées). Ils ne rêvent pas de destruction inutile et sauvage. Ils ont un projet commun et s'unissent dans un même but : détruire les vitrines du capitalisme, opposer une résistance à la pression psychologique que nous subissons chaque jour de la part des grandes multinationales et autres trusts financiers, ces franchises mondiales asservissant des peuples et ruinant les occidentaux rendus complices passifs ou actifs de leur soif d'intérêt, par la réduction de l'acte politique au vote et par la consommation.

Trop de palabres futiles pour expliquer un mouvement aussi simple que les idéaux universels qu'il défend en terme de justice sociale, de solidarité, d'entraide et de coordination au sein d'une organisation horizontale. Le Black Bloc n'existe que pour donner une visibilité à cette force "politique" si importante mais ô combien souterraine que représente l'anarchisme. Et de cette possibilité,

presque utopique, de s'opposer aux forces économiques, gouvernementales et réactionnaires.

Le Noir notamment, ce symbole d'unité et cette protection de l'anonymat, permet cette visibilité en même temps qu'il renforce cette cohésion au sein du groupe. Une énergie, une créativité unique, le courage et l'autodéfense qui motivent et abreuvent les Blacks Blocs ne sont que le sommet de l'iceberg, le début de la question.

Une question reste forcément en suspens : la légitimité de tels mouvements est-elle la seule réponse qui convient face à la violence de nos dirigeants ? Réaliser une nouvelle politique plutôt que de subir et de servir le Capital ? Et ainsi s'élever, et non se soumettre...

Là réside sûrement le véritable sens des Black Blocs. Ce dépassement, cette désobéissance, l'action directe pour seule réponse...

LSD

(1) Tire inspiré librement du traité de DARKVEGGY, activiste.

Plus d'infos, d'actus et de vérités libertaires sans trucage sur les sites :
zanzar@squat.net ;
nem.brassisanifra.org ; www.samizdat.net

Anniversaire de l'OTAN : Strasbourg en guerre

Début avril, l'Europe a accueilli deux réunions de maîtres du monde : le G20 à Londres et le sommet de l'OTAN, qui fêtait ses soixante ans à Baden-Baden (Allemagne) et Strasbourg. Du 4 au 6 avril, l'Autrement a donc planté sa tente dans la capitale alsacienne en état de siège, et pris part à diverses manifestations organisées pour protester contre ce sommet.

En cette fin mars, Strasbourg est une ville occupée. En prévision du sommet du soixantenaire de l'OTAN (voir encadré) qui doit y réunir vingt-huit chefs d'Etat, les mesures de « sécurité » sont draconiennes. *Le Monde* fait le décompte (27/03) : « Jamais, pour l'organisation d'un grand événement, le dispositif de sécurité n'avait atteint ces proportions. Depuis le 20 mars, et jusqu'au 5 avril, la France, pour ce 60e anniversaire de l'Alliance atlantique, est sortie de l'espace Schengen et le contrôle aux frontières a été réintroduit. Au total, 11 000 policiers et gendarmes vont être déployés à Strasbourg, dont 85 unités mobiles de maintien de l'ordre - 45 compagnies de CRS sur la soixantaine que compte la métropole et 40 unités de gendarmes, dont certaines rappelées de Guadeloupe -, des effectifs du renseignement, de la police judiciaire, des brigades fluviales, des laboratoires de police scientifique ambulants. Batteries anti-aériennes, murs anti-émeutes, blindés sont prévus. Il y aura même la Garde républicaine avec 75 chevaux ! Trois PC de sécurité seront mis en place. »

Si le maire (PS) de Strasbourg considère qu'il s'agit là d'une « chance » pour sa ville, ses « concitoyens » ne l'entendent pas de cette oreille et les protestations se multiplient contre les contrôles incessants. Le campus est fermé, et même l'accès à l'hôpital est perturbé ! Certains bâtiments sont couverts de caméras de vidéosurveillance et il y a un camp militaire en plein cœur de Strasbourg. Jour et nuit, des hélicoptères de la gendarmerie, de la Polizei et même de la Heer (l'armée allemande) vrombissent au dessus des habitations. Des milliers de manifestants sont attendus, on peut s'attendre au pire.

Samedi 5 avril, 12h30. Sur une route menant à la frontière, de violents combats opposent des Blacks Blocs armés de pierres à des forces de police planquées derrière leurs barrières anti-émeutes. Tout a commencé vers quatre heures du matin, quand un groupe de militants pacifistes déterminés a réussi à forcer deux barrages de policiers pour se retrouver là. Bien que parfaitement non violents, les manifestants n'ont cessé de se faire gazer entre quatre et dix heures du matin. Nikolos, un étudiant franco-grec de Paris 7, témoigne : « Pendant tout ce temps, il y a eu avec nous des gens habillés en noir, comme des Black Blocks, mais parfaitement pacifiques. Du coup, quand à partir de dix heures, d'autres nous ont rejoint et que les premières pierres ont commencé à voler, je n'ai pas trouvé ça violent », poursuit Nikolos pour qui c'est la police qui a cherché l'affrontement. (Suite p10)



Photos : Article11 / <http://www.article11.info>

Pendant ce temps, derrière la zone de front, les manifestants venus d'organisations bien installées dans le paysage politique commencent à se regrouper dans le calme. Au milieu d'eux, des Black Blocks ne ménagent pas leur efforts pour abattre une caméra de vidéosurveillance qui surplombe un arrêt de tramway. Un travail de force : ils sont quatre à tirer sur des cordes reliées au support de l'engin, et devront s'y reprendre à deux fois.

Tout à coup, à 13 heures, heure légale de début de la manifestation, la police lève le camp. Le cortège prend forme et s'avance vers le pont de l'Europe. Il y a là toutes les nationalités, mais beaucoup de Français et d'Allemands. Les Grecs, qui se sont illustrés dans la lutte en décembre dernier, sont très remarqués.

Tandis que les Black Blocks se dirigent vers la frontière, le gros des troupes préfère rejoindre une grande esplanade où une scène accueille les discours lénifiants d'Olivier Besancenot et de quelques autres. Beaucoup s'égayent dans le Jardin des deux rives, côté français, en attendant que le cortège reparte. L'ambiance est détendue, on recherche la fraîcheur des arbres. Le pont de l'Europe est bloqué par la police allemande, qui empêche le cortège parti de l'autre côté de la frontière de nous rejoindre, mais ne fait pas montre d'agressivité.

Soudain, un nuage noir s'élève dans le ciel : c'est l'ancien poste de douane qui vient d'être transformé en feu de joie ! La fumée se voit à des kilomètres à la ronde, brouillant la vue des hélicoptères. Des journalistes grouillent dans les alentours, à la recherche d'images spectaculaires, et notent les slogans vengeurs qui décorent le bâtiment et dont ils rappelleront avec effroi les termes dans leurs articles : « Mort aux riches », « Tremblez capitalistes ! »

Très vite, d'autres bâtiments sont pillés ou incendiés, dans des conditions parfois douteuses : un office de tourisme, une pharmacie et un hôtel Ibis. A deux pas, une église est décorée avec des citations anticléricales de Jacques Prévert ou de Victor Hugo : un symbole d'autant plus fort que l'Alsace est toujours soumise au régime concordataire.

Prévue pour partir du pont de l'Europe, la manifestation revient sur ses pas et se retrouve très vite prise dans une nasse, confinée dans la zone industrielle du port autonome, assiégée par les flics qui lui tirent dessus de toutes parts à coup de gaz lacrymogènes et de grenades assourdissantes. Une bataille rangée les oppose aux Black Blocs. Les militants du Mouvement de la Paix, de la CGT, d'Attac tentent de fuir, mais se retrouvent assaillis par les CRS, qui lancent à présent des pierres. Ce n'est pas tous les jours qu'un événement permet aux policiers, gendarmes et militaires de disposer de cobayes pour s'entraîner à la guerre urbaine ! Secouristes, infirmiers et médecins sont appelés à l'aide. Les pompiers, dont un hélicoptère survole la zone, devront eux aussi intervenir.

Finalement, les derniers manifestants pourront partir, non sans subir un dernier tir de la part d'une rangée de pandores qui n'était pas au courant de l'ordre d'avancer donné par ses collègues. Tout le long de la route du retour, les moindres issues sont scrupuleusement gardées : zones industrielles, jardins ouvriers... Un peu partout sur le champ de bataille, des sweats noirs, foulards, lunettes, masques jonchent le sol. Les flics, qui le matin même, avaient arrêté des centaines de manifestants non violents au point d'être débordés, n'auront réussi à attraper quasiment aucun Black Bloc. Vexés, ils ne laisseront repartir personne le lendemain sans une fouille complète des sacs, confisquant tracts et drapeaux, relevant l'identité de ceux ayant dans leurs affaires des vêtements ou équipements susceptibles de les faire passer pour des émeutiers.

Marie-Anne Boutoleau

L'OTAN, bras armé des Etats-Unis

L'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) est une organisation militaire, survivance de la Guerre froide. Née en 1949 pour contrer l'expansionnisme soviétique, elle regroupait au départ sous la houlette des Etats-Unis, le Canada, la Belgique, le Danemark, la France, les Pays-Bas, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, le Royaume-Uni et le Portugal. En réaction, l'Union soviétique (URSS) et ses alliés fondent le Pacte de Varsovie en 1955.

En 1989, le Mur de Berlin tombe et en 1991, l'URSS est dissoute. Le Pacte de Varsovie n'existe plus et l'OTAN n'a plus de raison d'être. Pourtant, elle continue d'exister et s'étend même à nombre d'ex-pays de l'Est. Outil majeur de l'impérialisme occidental dans le monde, l'OTAN se déploie sur de nouveaux fronts, apportant à coups de bombes la « démocratie » en Serbie et au Kosovo, en Afghanistan, en Irak... Les attentats du 11-septembre 2001 lui donnent une nouvelle raison de vivre : l'ennemi n'est plus le communisme, mais le terrorisme islamiste.

Alors qu'en 1966 le général De Gaulle, sans toutefois la quitter, avait retiré la France du commandement intégré de l'organisation afin de rester militairement autonome de la puissance américaine, le président Sarkozy vient de décider de réintégrer ce commandement, qui est formellement une dépendance du Pentagone. C'est aussi cela que les grands de ce monde ont célébré à Strasbourg.

M.-A. B.

Photos prises lors de la journée du 27 mars 2009 à Strasbourg / Article11 / <http://www.article11.info>



JE PASSAIS PAR LÀ, J'AI VU DE LA LUMIÈRE, J'SUIS ENTRÉ...

Reportage sur un foyer de résistance à ANGERS



à l'entrée du 48...

En atteste la brève pique de rappel de cette année sur la trêve hivernale administrée discrètement par certains médias, la crise du logement semble avoir disparu des préoccupations des Français. Le marché du pauvre, de la peur et de l'inquiétude sur le lit de la crise financière et du pouvoir d'achat en berne est manifestement plus fructueux pour ces dits médias. La crise du logement n'en reste pas moins présente, d'autant plus avec cette crise sociale s'accroissant. La nécessité des réquisitions se pose de manière urgente. Pourtant, cette possibilité prévue et encadrée par la loi (voir ci-contre), et réclamée par de nombreux collectifs de lutte pour le logement, est loin d'être envisagée par les institutions. Et ce n'est pas un problème de carence en logements vides. Pour exemple, sur la Région Parisienne, des dizaines de milliers de m² (plus de 30 lieux et immeubles)¹ sont inoccupés depuis plus de deux ans. Alors même qu'aucun projet n'est actuellement en cours, l'État n'envisage pas de les réquisitionner.

Cherté et augmentation des loyers, prestations facturées à des prix exorbitants par des bailleurs sociaux plus craqueux que des marchands de sommeil, expulsions, coupures de courant,... la liste des incohérences du système s'allonge de jour en jour. Dernier épisode en date, le désengagement de l'État dans des structures d'hébergement d'urgence. Plusieurs centres, qui accueillaient des dizaines de personnes, dont des demandeurs d'asile² ainsi que des SDF, qui par temps frais (-7° c'est pas la mort, diront-ils) se sont retrouvés à la rue. Des camarades angevins ont alors décidé que si l'État se retirait en abandonnant ses enfants dans la Forêt, il était inutile de suivre les petits cailloux blancs. Plutôt construire leur propre maison. Ils ont donc décidé de réquisitionner une maison, qui, ironie du sort, s'avère être un ancien orphelinat laissé à l'abandon depuis plus de 15 ans. Réquisitionné au début de l'année, le « 48 » (tel est le nom du lieu, situé 48 rue Lyonnaise) s'est très vite retrouvé menacé par la mairie et la préfecture d'expulsion, au motif de non-conformité aux normes de sécurité. Pourtant, malgré les manquements à la sécurité en cas d'incendie pointés par la mairie, cette dernière refuse obstinément de fournir ne serait-ce qu'un extincteur aux occupants. La démonstration parfaite du « deux poids, deux mesures », et de son enracinement dans la cervelle de nos chers élus, qui ne parlent de sécurité que lorsque celle-ci les arrange. Laisser à la rue, sans aucune solution de relogement des dizaines de personnes en hiver, par -7° ne les choque pas. Mais qu'ils investissent un lieu, et le rapetent pour en faire un endroit vivable devient tout bonnement aberrant.

Malgré les promesses politiciennes et électoralistes, les 48tards sont déterminés à rester et à en faire en sorte que le lieu ne devienne pas une succursale partisane, mais bel et bien un lieu d'accueil, d'information, et d'hébergement, pour les oubliés, par les oubliés. Malgré les stratégies politiciennes en œuvre pour l'évacuation, la détermination reste grande à pérenniser ce lieu. En témoigne Jean-Pierre, qui ne cache pas son admiration face au lieu et à la force de la solidarité, suite à une manifestation devant la mairie, le 6 Avril dernier, pour réclamer le maintien du lieu : « On voit que le "48" inquiète sérieusement les pouvoirs constitués qui ne se sont jamais autant concertés que depuis l'ouverture du lieu. Ce rassemblement y a été pour beaucoup. Les angevins ont été impressionnés par cette mobilisation où SDF, africains de l'Est, immigrés de fraîche date comme anciens, et français solidaires côtoyaient des Roms de Roumanie. Quelques dizaines, d'accord mais du jamais vu et pas seulement à Angers ». Malgré les interventions policières, les ordonnances judiciaires, les pressions de la Mairie, le lieu a su s'intégrer dans le paysage angevin. En atteste la livraison par une boîte de nettoyage angevine d'une poubelle avec comme inscription « 48, rue Lyonnaise ».

Toutefois, on se rend compte aujourd'hui que les pouvoirs en place n'ont jamais eu l'intention de laisser le « 48 » faire ses preuves. En témoigne cette intervention policière qui réussit à faire évacuer le « 48 », lors de cette étrange nuit du 23 avril 2009. Durant celle-ci, non content de remettre à la rue des gens qui tant bien que mal avaient réussi à en sortir, les forces de police intervenantes ne se sont pas arrêtées là. Réfugiés tous ensemble (demandeurs d'asile, Roms et SDF) au « Quai », salle de théâtre angevine, les violences policières ont repris de plus belle à 1h du matin. Les forces de police ont alors séparé les Français des demandeurs d'asile, avant de repousser violemment les Français dehors à coups de gaz lacrymo et de matraque pour mieux emmener les Demandeurs d'asile vers un... hôtel, à plus de 2 km du théâtre et à environ 4km du « 48 ». Détail important, mais pas insignifiant, la nuit d'hôtel 3 étoiles fut offerte aux frais de l'État !! Le relogement, suite à l'évacuation du « 48 », était quelques heures plus tôt impossible par le dialogue, mais devenait réalité à la force de la matraque... Une incohérence qui n'en épargne pas d'autres. Suite à cela, l'accès au « 48 » fut interdit et préservé avec une couverture de barbelés sur les murs du lieu. A croire que les pouvoirs en place ne savent que réprimer. Reste que l'expérience du « 48 » n'en est pas à sa fin, mais à son commencement. Au vu de l'impunité dans laquelle ont agi les représentants de « l'ordre », nous ne pouvons que nous questionner sur l'intérêt de cette intervention. Toutefois, les camarades angevins ont fait le pari de continuer à avancer, malgré les embûches qui oseront se présenter. En espérant qu'ils ne lâchent pas, reprenons en cœur leur devise :

"Un logement, ça se prend ! Une seule solution, la réquisition !"



dans le-48, un demandeur d'asile en action...

Photos : un camarade angevin

Paji

¹ Voir la carte des logements vides depuis au moins deux ans à Paris, sur le site de l'association Jeudi Noir

² Ces structures étaient leur seule solution de logement, puisqu'en attendant la réponse de l'OFPPA concernant leur situation, ils ne peuvent pas travailler.

Art. L. 641-1. Sur proposition du service municipal du logement, après avis du maire, le représentant de l'État dans le département peut procéder, par voie de réquisition, pour une durée maximum d'un an renouvelable, à la prise de possession partielle ou totale des locaux à usage d'habitation vacants inoccupés ou insuffisamment occupés en vue de les attribuer aux personnes mentionnées à l'article L. 641-2. [à savoir : -Les personnes dépourvues de logement ou logées dans des conditions manifestement insuffisantes; - Les personnes à l'encontre desquelles une décision judiciaire définitive ordonnant leur expulsion est intervenue]

Ce pouvoir s'étend à la réquisition totale ou partielle des hôtels, pensions de famille et locaux similaires, à l'exception des hôtels et pensions de famille affectés au tourisme. .

Sur le toit du 48...





Les éclaireurs

Briser les chaînes de l'asservissement, mener une vie digne, être enfin libre et respecté : des principes de base pour un Etat dit "démocratique". Et donc, *a priori*, pour la République Française. Pourtant, des disparités énormes subsistent, voire s'aggravent, dans certains départements français. Pire encore, revendiquer ces droits devient rapidement et systématiquement illégitime aux yeux des pouvoirs en place.

Les départements d'Outre-mer ont pu en faire l'expérience. En Guadeloupe, en Martinique, à la Réunion et en Guyane, les peuples ont tenté et tentent encore de stopper l'exploitation, de fermer les robinets de la misère et d'ouvrir la voie de la dignité. Les premières lampes se sont allumées en Guadeloupe et en Martinique pour exprimer ce « ras le bol » général qui grandit depuis si longtemps dans cette société capitaliste pour laquelle seul le profit est légitime.

La situation économique catastrophique, dans laquelle se trouvent les DOM sous tutelle française, est une des principales raisons de ces soulèvements. Quelques chiffres suffisent pour traduire la crise sociale. En Guadeloupe par exemple, 30% de la population active était sans emploi au début des années 2000. Avec un taux de chômage de 22% au troisième trimestre 2008, et un taux record de 40% chez les jeunes, la Guadeloupe est très loin derrière la métropole qui avait un taux de 7,2% de chômage à la même période. La situation dans les autres DOM est tout aussi déplorable, comme à La Réunion, qui compte plus de 50% de chômage chez les jeunes.

Le versant de la carte postale des îles et autres départements exotiques d'Outre-mer se dessine aussi par ce « gap » énorme entre une population très riche, les Békés, les blancs, descendants directs de colons, exportateurs de cultures telles que la banane et la canne à sucre, propriétaires de grands magasins ; et les autochtones, pour beaucoup descendants d'esclaves, qui subissent la vie chère. L'écart entre les exportations en Guadeloupe et les importations, qui ont représenté 2,138 milliards d'euros en 2008, ne fait qu'accroître la cherté des prix. En 2008, l'IEDOM (Institut d'Emission des Départements d'Outre-Mer), notait une augmentation de 3% sur l'indice des prix en un an, soit la plus forte augmentation enregistrée en 3 ans.

D'un côté, il y a les prix trop élevés et de l'autre, les revenus très faibles. Le revenu médian en métropole est de 17,083 euros, contre 16,063 euros en Guadeloupe. Et si ce n'était qu'une question de salaire... mais il y a pire ! L'explosion des impôts, alors que celles des entreprises, en plus d'être défiscalisées, baissent (-2% encore en 2008), la baisse du RMI, l'augmentation des loyers HLM pour des bâtiments de plus en plus vétustes, l'APA (Allocation Personnalisée à l'Autonomie) revue à la baisse par le Conseil Général de Guadeloupe (de 100 millions d'euros, elle est passée à 52 millions d'euros). Pour ce qui est des allocations logement, voilà seulement six mois que les populations des DOM ont droit aux mêmes montants qu'en métropole.



Photo : SLNS

Le prix de l'essence, thématique favorite et quasi unique des médias, suit lui aussi la tendance. Au troisième trimestre 2008, l'inflation de 1,7% résulte en partie de la croissance de 5,8% des prix de l'énergie, avec notamment +5,6% pour les produits pétroliers. L'île n'ayant qu'un seul fournisseur, la SARA (Société Anonyme de Raffinerie aux Antilles) - une société pas si anonyme que ça puisque son actionnaire principal et majoritaire (70%) n'est autre que le géant TOTAL -, elle est contrainte de se ravitailler au prix fort, sans aucune autre option ni moyen de pression.

Cette crise ne s'est pas déclarée du jour au lendemain. Depuis plus de vingt ans déjà, les indices sociaux - économiques de l'île sont dans le rouge. Personne ne voulait rien voir. Ou plutôt, personne n'en parlait. Régulièrement, les ports de Guadeloupe étaient bloqués par des grévistes. Des mouvements de grèves isolés ponctuaient les DOM depuis des années.

Les premiers poings ont commencé à se lever à travers l'UGTG (Union Générale des Travailleurs Guadeloupéens), qui avait déjà tenté d'alerter le gouvernement sur un éventuel grand mouvement social, en barrant les routes. Une action passée presque inaperçue. À la mi-décembre 2008 s'est formé le LKP (Liyannaj Kont Pwofitasyon) - comprenez association contre l'exploitation outrancière -, un collectif qui réunit 47 organisations guadeloupéennes (dont des syndicats et des associations,...). Le LKP a décidé de lancer un ultimatum pour obtenir une baisse des prix à la pompe, restés élevés alors que le cours du brut avait été divisé par 3 depuis l'été dans le reste du monde. C'est à partir de cette revendication que le mouvement s'est développé pour prendre l'ampleur qu'on lui connaît, dans ces « départements » gouvernés par un pays situé à plus de 7000km.

Ce même pays qui conserve le même refrain colonialiste et niais de l'ancien temps. Avec cette idéologie bien véhiculée par ses grands administrés qui considèrent le territoire de ces populations comme le leur. Toute l'histoire de la Guadeloupe en somme. Un vaste gâchis dans lequel la France a cru être dans son bon droit. Mais les temps changent, et les choses évoluent.

Ce mouvement social n'est pas seulement économique. Il constitue aussi une reconquête des populations autochtones. Partout dans les DOM, les populations ont mis en avant la nécessité de produire localement, de moins dépendre de la métropole et de ses émissaires modernes ou post-coloniaux. La Guadeloupe, comme les autres DOM, a su rendre la monnaie de la pièce à la métropole qui n'a jamais vraiment cru que la situation de soumission et de dépendance pouvait dégénérer. Mais le collectif LKP et la population a pris les choses en main en décidant d'entamer un bras de fer contre l'Etat Français pour améliorer la situation des Guadeloupéens, débouchant sur 44 jours de grève générale en Guadeloupe. Quoique moins intense, le climat de tension sociale est similaire en Martinique avec le collectif du 5 février, ainsi qu'à La Réunion et en Guyane.

Les revendications posées par le LKP semblent dépasser l'entendement du gouvernement : accorder un niveau de vie décent, c'est-à-dire la baisse des prix des produits de première nécessité, la baisse des impôts, des taxes et du carburant, le gel des loyers et enfin le point le plus important et qui a le plus fait débat : l'augmentation des bas salaires de 200 euros mensuels.

Après avoir tenté le pourrissement du mouvement dans la durée, la division entre petits patrons et salariés, la répression musclée, les chantages et hymnes à la crise économique, après avoir attendu qu'il y ait des blessés et une personne tuée, le gouvernement hésite encore à lâcher sur l'ensemble des revendications, même s'il tremble enfin. Dernière carte abattue : le coup des états généraux d'Outre Mer, voulus par Sarkozy au début du mois de mars 2009. Sentant la fumisterie, l'ensemble des collectifs des DOM ont refusé d'avance d'y participer, dénonçant l'absence de cadre concret et le manque de garantie sur l'aboutissement de l'ensemble des revendications.

Jusqu'au bout, l'Etat Français tente de garder sa position de dominateur, espérant que ce mouvement s'arrête sur cette proposition d'états généraux. Sauf que les populations ne sont pas dupes. Non seulement, elles séchent clairement ces états généraux, mais surtout, elles restent mobilisées dans tous les DOM. Beaucoup de grands patrons, notamment des békés, ont refusés de signer les accords en Guadeloupe. Le LKP a été clair lorsqu'il a signé les accords de fin de grève générale à la mi-mars : "pas de triomphalisme, mais de la vigilance". Par ailleurs, encore beaucoup de secteurs sont en grève, dont une partie qui ne l'étaient pas jusqu'à présent. En Martinique, les accords sont censés s'appliquer sur trois ans. Autrement dit pour la population, trois années pendant lesquelles elles resteront prêtes à redescendre dans la rue. Et lorsqu'on demande à la population si elle regrette ce mouvement, elle répond à 95 %, d'après un sondage paru dans le quotidien France Antilles, qu'« il fallait le faire ».

Outre le refus de donner à ces populations les mêmes droits que celles de la métropole, pourtant citoyens du même pays et de cette même « République indivisible », c'est surtout la peur que les torches brûlent dans toute la France. Car les DOM constituent finalement un vrai miroir grossissant de la métropole. Le nombre de personnes pouvant mener une vie digne se réduit à Paris comme à Pointe-à-Pitre, et la réalité de la vie chère se répand. Les populations des DOM auront montré le chemin et allumé la mèche...

Maguy



Clément LP

Sous-traitance et marchés de dupes

Une vingtaine de personnels de nettoyage du campus de Villefontaine, accompagnés de plusieurs étudiants, Biatoss, et enseignants chercheurs venus en soutien, ont investi le conseil d'administration de Paris 13, le dernier. L'ambiance était « peu conflictuelle dans la forme », selon les termes d'un cheucheur membre du collectif de soutien des personnels de nettoyage. Un bruit à propos de cette intrusion avait en effet circulé. Qu'importe finalement puisque le face à face entre les employés et les membres de la présidence a pu avoir lieu.

La demande du collectif était simple. Un nouvel appel d'offre doit être émis par l'université pour le « marché du nettoyage ». Comme souvent lors de tels marchés publics, l'université a la fâcheuse habitude de choisir les entreprises qui proposent les prix les plus bas, sans être plus regardant que ça sur la façon dont celles-ci travailleront avec leurs employés. Les personnels, forts de leurs mauvaises expériences passées, sont donc venus exiger de l'université qu'elle fixe un montant minimum, afin de limiter les marges abusives que les boîtes se font sur leur dos. La réponse de la présidence fut – mais fallait-il s'attendre à mieux? – (en)fermeuse au possible.

« Nous ferons des efforts » -lesquels?-, « nous ne pouvons nous avancer sur des critères comptables » -c'est pourtant ce qu'il leur est demandé-, « les marchés publics ne dépendent pas que de nous » -c'est que le système est bien ficelé-,... Bref, après quelques assénements d'une rhétorique vide digne de la présidence d'une fac telle qu'elle existe aujourd'hui, on reprocha au CA de ne pas prendre de garanties et d'engagements clairs. Le président, fort habile en pirouette politicienne en tout genre, se résolu alors à boudier en affirmant tout bonnement « puisque c'est comme ça, je ne parle plus ». L'échange tourna court, et le collectif se retira, non sans satisfaction d'avoir mis sur la table un sujet souvent camouflé.

Mine de rien, les enjeux et les pratiques de la sous traitance sont peu à peu mis au grand jour par le collectif de soutien aux personnels de nettoyage à Paris 13. Après avoir travaillé depuis 2005 à débusquer

les nombreuses entorses au droit du travail, c'est toute la globalité du processus, ou plutôt du business, qui ressort dans ce récent combat et cette demande formulée lors du Conseil d'administration, à propos du nouvel appel d'offre. Ainsi, régulièrement, pour obtenir des marchés publics, les entreprises de sous-traitance proposent « des prix en dessous de leur prix de revient ». A l'entreprise ensuite de se débrouiller pour « faire des économies et rentrer dans ses frais : réduction du personnel, augmentation des charges de travail, économies sur les produits et les conditions de travail,... » (extraits d'un document du collectif publié courant mars).

C'est ce schéma que l'entreprise Derichebourg, dernier employeur des personnels de nettoyage, n'a pas réussi à réaliser. Alors qu'il lui restait un an de contrat, cette boîte a souhaité mettre les voiles, « travaillant à perte », et ne parvenant pas à « rentrer dans ses frais », selon les termes d'un des responsables du site, lors d'une réunion au début du mois de février dernier.

Arcade, Penauville, Challencin, TFN, La Maintenance de Paris, Derichebourg, autant d'entreprises qu'ont vu défiler les personnels de nettoyage de la fac de Paris 13 depuis 2005. Une instabilité qui donne une idée des conditions de travail de ces personnels. Pour autant, l'université reste impassible, continue de formuler ses appels d'offre et de glaner les prix les plus bas. Sauf que certains, à commencer par les employés de ces boîtes de sous-traitance ont décidé de s'en mêler. Mieux, depuis quelques années, les personnels se syndiquent, le collectif prend de l'ampleur et de l'expérience, les bas salaires et les conditions de travail sont de plus en plus contestées...

SLNS



Tout comme dans les hôpitaux, les aéroports, les mairies, et bientôt les écoles, la pratique fait son chemin dans les universités depuis une vingtaine d'années : on file une enveloppe à une boîte, qui elle, gèrera le personnel de nettoyage comme il le souhaite. Un processus qui vise à ne plus « s'embêter » avec le « petit personnel », qui permet de mettre fin à des statuts professionnels protégeant les employés, et qui porte le doux nom d'« externalisation ». Bas salaires, y compris après de nombreuses années de travail, heures et congés non payés, temps partiels imposés, clause de mobilité qui prévoit de faire travailler les personnes aux quatre coins de l'Île de France, pressions en tout genre,... Bref, la trilogie souplesse, flexibilité et modernité poussée à son paroxysme dans le travail.

Avec la dernière réforme des facs, les espaces verts, les travaux techniques et artisanaux, devraient progressivement subir le même sort et être confiés à des boîtes de sous traitance. Alors que ces activités sont aujourd'hui réalisées par des employés des universités. Mais comme les partisans de cette réforme aiment le dire, il faut faire preuve de « modernité ». Il s'agit surtout de faire des économies sur le dos des travailleurs, et d'offrir la part belle aux boîtes privées.

La constitution de ce collectif n'est heureusement pas un acte de résistance isolé

dans la jungle de la sous-traitance. L'année passée, à l'université de Paris 8 Saint-Denis, trois jours de grève des personnels de nettoyage, largement soutenus par les étudiants, ont obligé la présidence de cette fac à rompre le contrat signé avec une entreprise, qui, fraîchement arrivée, avait voulu licencié. A la gare de Saint Lazare, des employés de Challencin ont fait grève pendant presque tout le mois de février 2009 pour exiger des revalorisations salariales... (nombre d'employés, goutte d'eau, mais qui pourrait bien faire déborder un jour...)

N'hésitez pas à contacter, rejoindre ou soutenir le collectif de soutien aux personnels de nettoyage de Paris 13 <http://menagep13.free.fr/> menagep13@no-log.org



De l'université cauchemardée...

Difficile de s'accorder un instant de pause et de discussion dans le rythme effréné de la lutte au jour le jour, d'autant plus lorsqu'un mouvement s'étire sur plus de trois mois. Plus un combat dure longtemps, plus il nous échappe. Et plus il nous échappe, plus il est important d'en discuter. Pour tenter d'en saisir les contours, voire les enjeux...

Un des aspects du délitement progressif de l'université publique et potentiellement démocratique est incontestablement la négation de la communauté universitaire, pourtant reconnu par un texte de loi. Chacun dans son coin et l'université sera mieux détruite pourrait-on croire. Pourtant, comme rien ne se transforme sans contradiction, la loi d'autonomie des facs, si elle segmente et tente d'anéantir la communauté universitaire, elle la rassemble par le biais de la large opposition qu'elle suscite. C'est un juste retour de bâton. En précarisant les uns, en externalisant les autres, en évaluant certains, en proposant des primes, en avantageant certains sites, cette réforme a aussi cristallisé un profond mécontentement chez tous les acteurs de l'université. Communauté presque retrouvée qui se côtoient systématiquement dans les manifestations, et parfois lors d'actions communes.

Pourquoi ne pas tenter de poursuivre cette dynamique par le biais d'une discussion... Sans prétendre avoir constitué un échantillon représentatif de la communauté universitaire, nous avons souhaité rassembler ponctuellement des personnes qui vivent et font vivre la fac pour échanger autour de la thématique suivante : l'université cauchemardée et l'université rêvée.

Ainsi, des personnels Biatoss, des personnels de nettoyage, des enseignants-chercheurs, un doctorant, et des étudiants ont discuté une heure durant sur ces deux visions de l'Université qui se rejoignent en ces temps de crise (discussion pages suivantes). Une enseignante et une étudiante ont également apporté leurs contributions écrites, dont les extraits figurent ci-après...

L'Université fait partie des choses "à venir"...

La question est impossible : comment rêver l'université au moment où on est en plein cauchemard, où formatage et mise au pas sont à l'oeuvre dans tous les champs ? Mais la colère monte et c'est un des rares points positifs du moment. Quelque chose se passe. Impossible quoi qu'il arrive de croire qu'on aura fait "tout ça pour rien" comme je l'entendais craindre par certains étudiants dans une AG. Mais c'est tout le jeu des politiques de vouloir nous réduire à "rien". L'hôpital, l'école (les maternelles qu'on est en train de massacrer) le lycée, l'université, tout ça ne marche pas si mal malgré tout ce qu'on leur fait subir, et c'est bien ça qui est inacceptable politiquement. Donc il faut absolument discréditer les fonctionnaires, pour ensuite prétendre appliquer un remède mille fois pire que le prétendu mal. Le pire c'est que ça prend toujours un peu ce genre de discours. On fait croire que les universitaires ne sont pas évalués, on fait croire qu'on est d'une générosité sans précédent avec l'université, on fait croire qu'on veut faire dans l'excellence, la qualité, partout ces réformes sont présentées comme de bon sens et ceux qui s'y opposent comme une poignée de conservateurs. Sauf qu'à pousser trop loin le bouchon, un jour ça ne prend plus. C'est notre chance. Que leur mépris se retourne contre eux.

Pour rêver l'université il faut d'abord déconstruire tout ce discours idéologique déguisé derrière la prétendue autonomie et tout ce qui s'ensuit. Même si ça se prétend non idéologique. Comme la réforme des hôpitaux. Tout est caché derrière la statistique prétendument athéorique. C'est tellement retors que c'en est désarmant.

Pour moi l'université qu'il faut rêver, qui reste à inventer, c'est quelque chose comme celle dont parlait Derrida : l'université sans condition. Inviolable non comme un sanctuaire, mais parce qu'il faut la préserver de la marchandisation. C'est le lieu de l'hospitalité inconditionnelle, à l'image du collège international de philosophie dont Jacques Derrida était un des fondateurs. Quand on pense que maintenant il faut s'inscrire et présenter sa carte d'identité pour assister aux séminaires rue Descartes, c'est complètement étranger à l'esprit des fondateurs qui savaient ce qu'est la démocratie. Si une telle chose existe... En tous cas Anne Berger a eu une très belle réponse quand V. Péresse a osé citer (détourner !) une phrase de Derrida (qu'à l'évidence elle n'a pas lu) car encore une fois leur projet c'est tout le contraire de l'université sans condition : c'est l'université "sous conditions".

Donc l'université je dirais peut-être qu'elle fait partie des choses "à venir", comme la démocratie. Felix Leclerc à qui un journaliste demandait ce qu'il pensait de la démocratie : "ça serait bien !"

A.B.

à l'université rêvée



Dans le forum de la fac de Paris 13 pendant le mouvement contre les réformes (mars 2009)

Quelle université pourrions nous rêver..?

Tenir un espace propice à la créativité pour que la parole circule et que chacun construise son avenir autant personnel que professionnel et plus largement encore, que chacun construise l'avenir de l'homme.

Par une obsession de rentabilité, par un refuge vers la sécurité d'une pensée contrôlée et vérifiable, nous tendons vers l'abolition d'une pensée créative, d'une pensée qui laisse la place à l'individu de se construire. A vouloir réduire les coûts, à vouloir une politique universitaire suivant la tendance capitaliste, on se dirige vers une pensée standardisée et donc appauvrie. A supprimer des espaces de travail, à limiter l'accès à une université diversifiée par sa population, on crée un manque d'alternative, une pauvreté de créativité. Hors la créativité permet aux autres de se construire. Ceci, car dans la créativité de l'un, il y a un espace pour l'autre, un espace d'émergence et donc de réflexion personnelle. Pour ce faire, il faut que la parole dans sa dimension de communication puisse circuler par le biais d'espaces réfléchis, sans que les membres de l'université ne soient dans un rapport dominants/dominés, ceux qui savent/ceux qui ne savent pas.

En m'appuyant sur le contexte actuel, un professeur qui « recherche » est un professeur en pleine créativité de sa pensée, où les questionnements des autres sont les bienvenus pour construire, travailler son axe, où il lui est possible d'apporter quelque chose de son savoir. En cherchant, les enseignants nous apportent, à nous étudiants, un savoir sans arrêt travaillé par la réflexion et la mise au travail de leurs pratiques.

Il est indispensable que le lieu de rencontres soit accueillant, diversifié, qu'il soit composé d'espaces dans lesquels nous pouvons nous poser en toute tranquillité. Un lieu offrant les conditions nécessaires pour penser, discuter, se restaurer, lire, créer des liens, se rencontrer, s'exprimer et ainsi construire notre avenir.

Un personnel diversifié peut nous apporter cela, par les réflexions sur l'aménagement et l'entretien des locaux par exemple. Leur créativité ici permet une université accueillante, agréable à vivre, avec des espaces pouvant être vos comme nos premières sources d'inspiration.

Ces espaces, ces lieux de vie ne doivent en aucun cas avoir un caractère mercantile. Créer des espaces, c'est permettre aux étudiants d'émerger en tant que sujet. Ce serait nous tenir dans une position d'ignorant que de supprimer au maximum ces espaces que le personnel en « voie d'extinction » nous aménage.

Audrey L.



De l'Université cauchemardée à l'université rêvée...

(Nicolas) Avec toutes ces réformes imposées, et ces mouvements de grèves qui en découlent, il y a finalement beaucoup de préalables à l'accessibilité au rêve, au mieux. Quelles sont les grandes barrières que l'on a devant nous, si ce n'est nos mouvements de défense ? Comment dans ce quotidien mouvementé, laisser une place au rêve ?

(Marcel) Si on veut imaginer une autre université, il faut déjà savoir si on se situe dans un système de contraintes similaire au système capitaliste ou dans une société différente. Cela implique d'imaginer des systèmes de formations différents. À commencer par développer autre chose que des formations uniquement à destination de jeunes que l'on prépare au marché du travail. Les formations et le savoir doivent être accessibles à tous, tout au long de la vie.

(Noëlle) J'entrevois une partie du cauchemar dans le fait qu'on instaure, j'ai l'impression, un service minimum d'enseignement et de recherche. La qualité et la formation se réduisent.

Il n'y a plus cette notion de créativité, cette possibilité de pouvoir étudier un sujet même s'il n'est pas directement rentable. Les dernières évolutions sont claires : on encourage les formations professionnalisantes. Or c'est un angle de formation très réduit et très utilitariste. Bref, ce lot de réformes va dans le sens du service minimum.

(Samuel) La politique universitaire de ces dix dernières années vient comme achever le rêve et les possibilités de rêver l'université, dans ses dimensions émancipatrices pour tous. Les marges de manœuvre pour tendre vers ce rêve se sont réduites peu à peu. Et comme toute société « moderne » ne peut se passer d'un système universitaire soi-disant accessible à beaucoup, on sauvegarde un système de qualité minimum, des offres de formation réduites et surtout professionnalisantes, et ce, bien entendu, dans les universités peu prestigieuses à leur goût.

(Noëlle) On suit droit la pensée unique qui pourrait se résumer à cet objectif unique : être rentable. Du coup la formation n'a qu'un seul but : être rentable sur le marché du travail, en fonction de la demande. Mais les formations courtes et professionnelles ont plus l'objectif de former des jeunes étudiants malléables au service de ce que les entreprises pourront en faire, plutôt que de former à l'esprit critique. De la même façon, on tente de défaire le corps social des enseignants-chercheurs qui a encore suffisamment de recul pour avoir une pensée rêvée justement. On attaque une force potentielle d'opposition et de revendication.

(Nicolas) Des questionnements devraient s'imposer à nous : que fait-on aujourd'hui pour alimenter la pugnacité, l'esprit critique et exacerber les forces vives de l'université ?

(Samuel) J'ai l'impression, pour continuer dans le cauchemar, qu'on est parvenu à développer un système universitaire où les étudiants réfléchissent uniquement dans leur champ théorique et disciplinaire. Réfléchir aussi à ce qu'il se passe à l'extérieur de la fac, aux problématiques sociales, à la future société au sein de laquelle on va prendre place, devient difficile, voire hors de propos. L'université est censée pourtant permettre de prendre ce recul, de développer un sens critique, d'opérer une mise en perspective de ce qu'il se trame dans les changements sociaux. Malheureusement, les étudiants viennent à l'université consommer leurs cours, passer leurs diplômes, sans dévier de cette ligne consumériste et pouvoir réfléchir sur autre chose, notamment lorsque la société est en ébullition.

(Nicolas) La consommation des cours semble difficilement enrayable. Si on veut que les étudiants se réapproprient la fac, se dotent des armes de la réflexion, nous devons lutter au sein de l'université, mais aussi à l'extérieur, contre tout ce qu'engendre le capitalisme et la logique de consommation. Très tôt, on apprend aux jeunes à consommer. Les effets sur les consciences sont dévastateurs. C'est très difficile de revenir là-dessus, et de proposer un espace neutre, non consommable, où on s'arrête et où on discute. Si on veut créer cette université dont on rêve, il faut aussi agir sur tout ce qui fonde la consommation.

Extraits d'une discussion qui s'est tenue courant mars à la fac de Paris 13, quelque part pendant le mouvement d'opposition de la communauté universitaire aux réformes universitaires...



(Samuel) On se sentait presque à l'abri à l'université. Elle restait un pôle intellectuel qui pouvait permettre la créativité, la spontanéité sociale, la réflexion politique. Même si, certes, elle reproduit à son échelle l'évolution du système global, elle pouvait donner l'impression d'être l'un des rares secteurs sociaux sauvegardés. Et malgré les attaques, les destructurations qu'elle subit de toute part, elle se défend bec et ongle, et ce, quasiment tous les ans depuis une dizaine d'année. Elle balbutiait dans ses modes de résistances, mais tout de même. La dernière attaque, et non des moindres puisque la loi d'autonomie touche le fond et la forme de l'organisation universitaire, vient en quelque sorte achever la communauté universitaire. Ainsi, en plus des services de nettoyage, déjà externalisés depuis plus de quinze ans – prémisses lointaines mais au combien symptomatiques - tout un ensemble d'activités devrait pouvoir être confié à des boîtes extérieures à la fac, alors que ces emplois étaient inclus dans le fonctionnement des universités, avec des personnels fonctionnaires ou assimilés fonctionnaires. D'une part ces personnes perdent leur emploi ou se retrouvent encore plus précarisées, et d'autre part, l'université perd toute possibilité d'aménagements pensés à partir de la vie de la fac...

(Noëlle) Au-delà des pertes de statuts et des économies qu'on souhaite se faire sur le dos de ces personnes, c'est une perte de liberté et de possibilité de prendre du recul. Externaliser, c'est aussi faire des petits soldats.

(Pascal) Ce qu'il se passe dans la société, dans les boîtes privées, mais de plus en plus aussi dans le public, ça déteint sur la fac : le fait de monter les gens les uns contre les autres, l'instauration de systèmes de primes, la sélection des gens au mérite, la peur de tout comme dans le secteur du nettoyage.

(Annick et Rabia) Dans le nettoyage, on a réussi à diviser les personnels, à nous monter les uns contre les autres. On a changé de boîte un nombre incroyable de fois. J'étais employée par la fac avant, et au fur et à mesure, on a embauché que des personnes extérieures. Puis l'entreprise Arcade a pris le marché. On n'était pas mensualisé au départ. Il y avait beaucoup de tricheries. De 1987 à 1999, on travaillait sans contrat, on était payé à l'heure. Puis on s'est syndiqué. Mais le changement de boîte ne s'est jamais arrêté : après 2001-2002 et Arcade, c'était Penaille, puis Challencin, puis TFN, et aujourd'hui Penaille ou Derichebourg, on ne sais même plus. D'ailleurs, quand on a changé de boîte dernièrement, c'était les mêmes blouses, on a juste remplacé l'autocollant par un autre!

(Noëlle) Avant, il y avait un grade AST (agent service technique). Quand il n'y avait plus assez de postes, et puisqu'on les supprimait, on a mis des secrétaires pédagogiques sur ce support là, notamment lorsqu'elle demandait à muter. Tout ça a été progressif, mais ce schéma peut se répéter avec les postes supprimés actuellement.

(Samuel) Avec ces suppressions de postes, il va forcément manquer des gens. Mais il faudra bien que le travail se fasse. On va faire travailler des gens sur plusieurs secteurs à la fois. La suppression des catégories C a pour but de sous-traiter tout ce qui pourra l'être.

(Noëlle) L'informatique par exemple pourrait être externalisé. A terme, les postes B pourraient être supprimés aussi. Avec la nouvelle loi de mobilité qui arrive aussi, les fonctionnaires peuvent être licenciés lorsqu'on n'acceptera pas deux propositions de mutations.

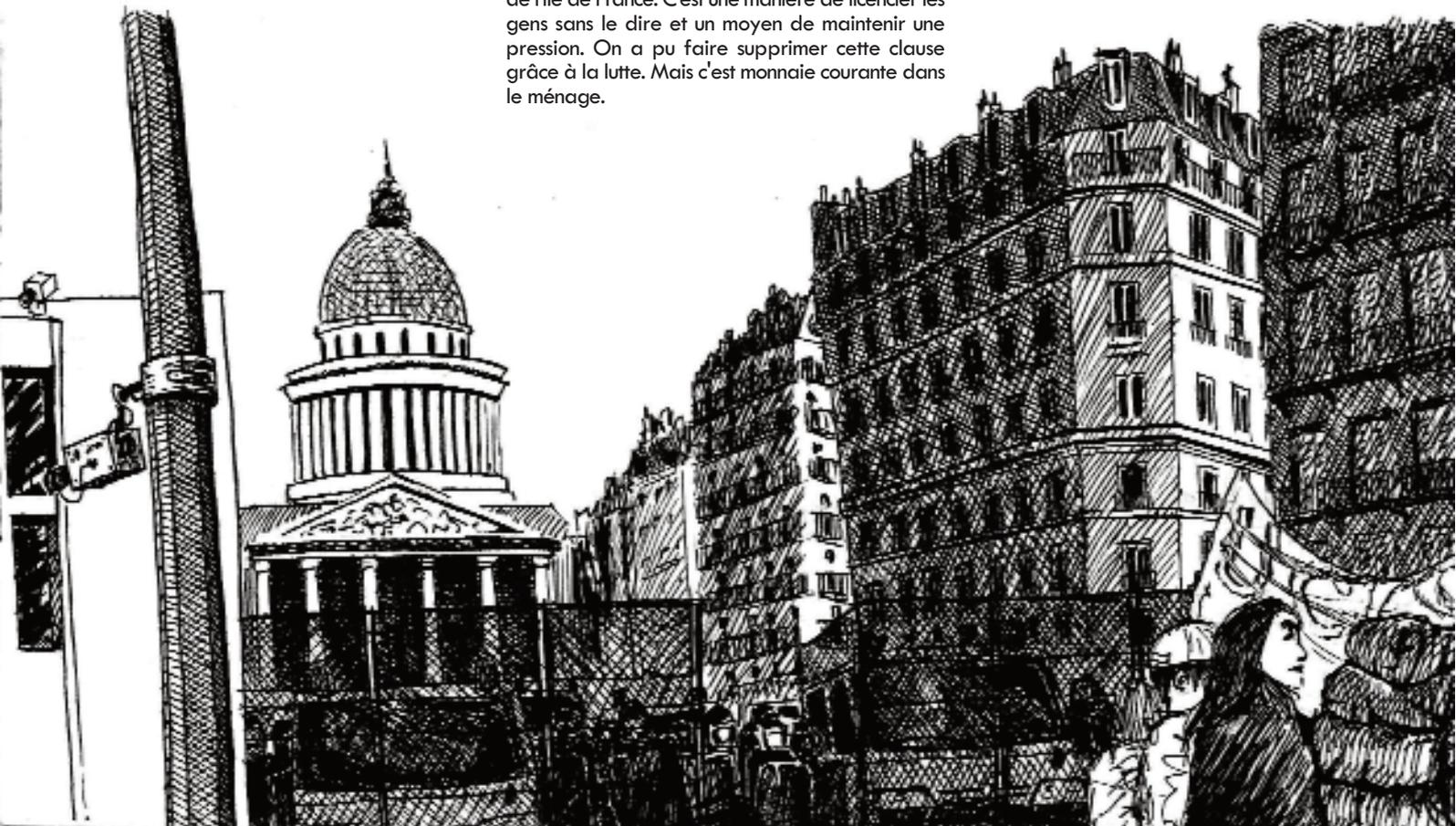
(Marcel) On retrouve exactement chez les femmes de ménage cette histoire de mobilité. Penaille est arrivé avec de nouveaux contrats, sur lesquels étaient inscrits une clause de mobilité. Ce qui fait qu'on pouvait envoyer une personne à l'autre bout de l'île de France. C'est une manière de licencier les gens sans le dire et un moyen de maintenir une pression. On a pu faire supprimer cette clause grâce à la lutte. Mais c'est monnaie courante dans le ménage.

(Noëlle) Pour revenir à l'université rêvée, on est quasiment dans l'incapacité de rêver. On pourrait avoir l'impression que dans l'éducation et la recherche, aucune réforme n'est possible. Mais c'est précisément parce qu'elles vont toutes dans le même sens. Elles viennent couper court à nos rêves. On n'a même plus cette facilité de répondre à la question « quelle est l'université rêvée? ». J'en ai aucune idée. On se bat pour maintenir ce qu'il nous reste. Mais pas pour construire ce que l'on voudrait. Et depuis la loi d'autonomie, on n'a jamais été aussi dirigé !

(Patrick) Ces grèves à la fac peuvent faire penser à la technique du hérisson. Mais finalement, cette résistance s'ouvrira lorsque le mouvement social sera plus large. Malheureusement, dans le monde syndical, on n'a pas su appréhender ces changements sociaux. J'accuse les syndicats d'avoir fait de l'électoral, mais il faut savoir appuyer là où ça fait mal. Les consciences syndicales et politiques sont à remettre à jour.

(Samuel) Il faut sortir de l'université et ouvrir, généraliser le combat social. Et comme pour l'ensemble de la société, avoir la force de proposer à l'université un idéal de rapports sociaux, un lieu où tous les gens qui le traversent, qui y travaillent, puissent accéder aux cours, aux formations, où il peut y avoir un roulement des tâches, qu'elles soient pédagogiques, administratives, techniques ou matériels. Une sorte de microsociété communiste et auto-gérée.

(Marcel) Il est important qu'il n'y ait pas qu'une partie des gens qui fasse de la recherche toute leur vie et qui s'accapare les tâches les plus nobles. L'Université idéale n'est pas celle des intellectuels, mais celle ouverte à tous.





Va fan culo, Bologna !

Ou les approches épistémologiques d'un

Ecrire un tract n'est pas une tâche subalterne dans l'art subtil de conduire la mobilisation politique. Le papalard en question est aussi léger que le cœur des Roméos à l'approche de l'été lorsque les chairs féminines se libèrent de leurs tissus. Mais la plume doit peser lourd. Une connerie imprimée en gros caractères ou un axiome qui tourne à la démonstration pompeuse, et c'en est fini de l'Idée généreuse qui devait irradier les consciences puis mettre le feu quelque part, et tant mieux si c'était

aux poudres! Le lecteur fronce alors les sourcils, broie énergiquement la brochure, fruit du labeur militant, et la catapulte sur le sol ou la tête d'un ami quelconque. Mais, de toute façon, une deuxième équipe de diffuseurs l'attend avec le même tract vingt mètres plus loin, alors tout est bien qui finit très bien...

Là où je veux en venir, c'est qu'il est difficile de faire tenir sur un si maigre papier toute la logique du militant, le kinopanorama des objectifs qu'il a résolu d'atteindre pour transformer l'Université. On peut mettre en cause la proverbiale étourderie des étudiants (ou le THC pour les plus modernes d'entre nous), mais surtout la complexité des sujets qu'il faut aborder. On me dit souvent, pour une raison que j'ignore : « Toi, t'as pas dû faire l'ENA! » Eh bien non, je ne l'ai pas fait, pas plus que l'étude poussée, tirée et étirée du jargon bureaucratique. Mais ce ne sont pas des rapports interministériels de trois cent pages ou des Livres Blancs écrits par 85 délégués des 27 pays de l'UE qui risquent de nous freiner dans notre ardeur subversive, ou alors nous courrons le risque de laisser le monopole de l'opposition aux pantouflards de l'Académie Française. Même si je suis convaincu qu'ils tiendraient beaucoup mieux ce rôle que l'Unef (Union nationale de étudiants de France), là n'est pas la question.

Donc, le Processus de Bologne. Au départ, il y a la volonté des instances européennes d'harmoniser « l'espace socio-éducatif européen » et de renforcer échanges et mobilités des étudiants au sein de l'Union Européenne. Tout commence comme dans un rêve à Bologne en 1999, où vingt-six ministres en charge de l'Education se serrent la main, sans forcément penser qu'ils venaient de lier celles de leurs étudiants. On avait fait Erasmus dix ans plus tôt, on relançait l'équilibre et la coopération dans l'Europe des savoirs, on se pâmait, on se pâme toujours... Mais dix ans ont passé et c'est une toute autre harmonisation européenne à laquelle on assiste : celle des défilés étudiants pour l'abandon de la politique néo-libérale de sous-éducation. Tout simplement parce que cette parodie de collaboration et d'échanges n'aura abouti qu'à des conflits et des concurrences nouvelles.

Comme tout ce qui porte sur le service public européen, tout se fait loin du regard du public. Les concertations liées au Processus de Bologne se sont tenues de façon informelle, sans débat, dans des cercles où gravitent les lobbies industriels européens, très efficaces notamment lors du passage du texte devant la Commission de Bruxelles. Leurs rapports donnent à la lettre le plan prévu pour transformer l'Université en un réservoir géant de futurs employés, formés à la manière des élites patronales. Sous la surveillance des plus importants acteurs économiques - l'OCDE, par exemple (Organisation de coopération et de développement économiques) -, l'ordre néo-libéral a su trouver dans tous les rouages de l'administration de l'Union le partenaire efficace, le commissaire dévoué ou le député aux ordres pour réaliser son ambition.

Toute la propagande liée aux réseaux transeuropéens d'études, à la reconnaissance mutuelle des diplômes dans tous les pays, à la mobilité-nouveau-vecteur-de-débouchés aura servi en apparence le renforcement des liens entre les jeunes, et ce discours aura parfaitement servi de cache-sexe au moment du passage aux cursus LMD (Licence Master Doctorat). Les gens ont donné dans le panneau du : « deux ans en histoire de l'art à Madrid, deux autres en analyse financière à Francfort, pour finir par un diplôme de management à Londres ». Sauf qu'aujourd'hui, le nouveau cursus français ressemble plus au parcours estonien (authentique!) qu'au britannique, et qu'il n'a rien réglé des difficultés d'embauche au sortir de la fac. On recule aussi sur le plan pédagogique avec l'instauration des crédits européens de recherche (les ECTS) qui ne favorisent en rien la mobilité, puisque la valeur de chaque unité du diplôme (le nombre d'ECTS correspondant) est directement sujette aux très diverses méthodes d'évaluation que choisissent d'appliquer les facultés.



étudiant inadapté

Une fois les étudiants bercés et flattés, les syndicats enfumés, ne restait plus pour la guilde patronale qu'à distiller ses ingrédients pour une réforme, une de plus, qui sert ses intérêts. Les affaires universitaires sont des affaires juteuses, contrairement à une curieuse idée reçue. En 1989, le gigantesque lobby ERT (European Round Table, où se réunissent entre autres les directions de Total, Elf ou Carrefour pour infléchir voire commander la peu farouche Commission Européenne) publiait un rapport où il était expliqué que « l'éducation et la formation sont considérées comme des investissements stratégiques vitaux pour la réussite future de l'entreprise ». De cette logique, va naître le débécant mot d'ordre de la concurrence sacralisée, mère de toutes les batailles économiques à venir : « L'éducation doit être considérée comme un service rendu au monde économique » (*Livre Blanc de la Commission Européenne, 1991*). Alors, vous avez dit service public d'éducation? Service oui, mais aux nouveaux maîtres de l'oligarchie financière. Sous l'impulsion de l'OCDE, l'éducation devient une stratégie dans la prospection de futurs cadres, la culture un bien économique soumis à concurrence et la recherche scientifique un pensum harassant, où la créativité, trop suspecte, est abandonnée au profit des intérêts immédiats de la compétition mondiale autour des brevets et de la propriété intellectuelle. Pour l'éducation des « improductifs », des littéraires et autres excentriques, on se contentera de « prestation de services pédagogiques » (*Rapport sur l'éducation par l'OCDE, 1998*).

Enfin, pour mettre en musique l'hymne européen à la privatisation, il fallait un nouveau type d'administration, au caractère accommodant. C'est dans ce contexte qu'intervient la loi LRU (Loi Relative aux libertés et Responsabilités des Universités), qui a fait des petits partout en Europe. Le désengagement de l'Etat trouve son aboutissement avec l'autonomie des universités. Après avoir inversé les valeurs universelles d'éducation, et l'avoir transformé en chasse aux diplômes (malheur aux vaincus...), l'Union Européenne travaille désormais « à promouvoir la compétitivité des facultés dans le marché mondial », ainsi que l'affirme Geneviève Azam, maître de conférences à Toulouse II, et membre du conseil scientifique d'Attac. Elle démontre en particulier que le Processus de Bologne est une conséquence directe des injonctions de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) en matière de construction des savoirs avec en premier cheval de Troie, l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) qui prévoit que tout service, y compris non-marchand (excepté les fonctions régaliennes), soit libéralisé et dérégulé. Dernière chiquenaude pour estourbir un service public bien exsangue, la Loi Organique relative aux Lois de Finances (LOLF) prétend, au nom de la rentabilité, faire passer un chat pour un chien, et imposer les règles du management privé en lieu et place du suivi quotidien mené par les IATOSS-BIATOSS (Ingénieurs, Bibliothécaires, Administratifs, Techniciens, Ouvriers et personnels de Service et de Santé) et autres personnels des facs. Le service public devient un marché croissant de services rendus au public, ou plutôt payés par lui.

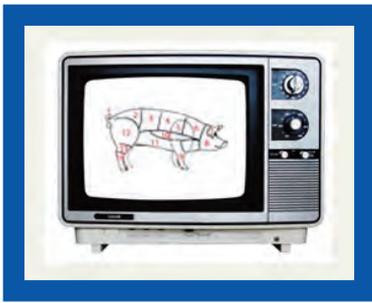
La transmission du savoir, hérité ou à venir, dépend directement de la stratégie vers laquelle se tournent les acteurs du monde éducatif. On peut n'y voir qu'un débat entre industriels avides et professeurs gâteux mais il est pourtant limpide que notre lutte contre le Processus de Bologne tient compte des objectifs d'une Université ouverte sur le monde et le progrès, d'une pédagogie exigeante mais accessible à tous, garante d'un équilibre où l'homme ferait le travail, et non où le travail détruirait l'humanisme.

Bertrand Cantal



Photo prise lors de l'évacuation de l'occupation de la Sorbonne en février 2009.

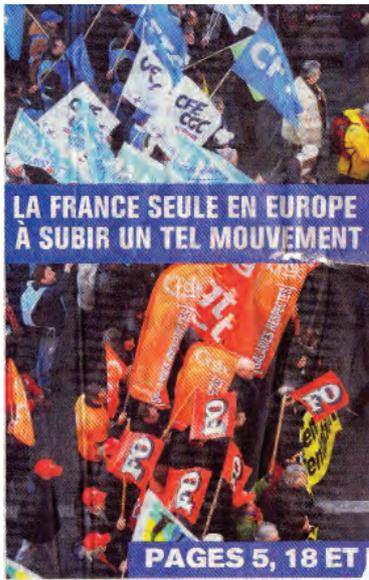




Morceaux...

La démagogie n'a pas d'âge

Invité sur France Infos le 12 janvier dernier pour débattre sur l'« éducation », Tristant Maupoil, membre de L'UNI Lycée, syndicat des jeunes pousses de droite, est apparemment prêt à intégrer la cour des grands. Pioché dans un ramassis de conneries débitées en cinq minutes, le passage sur les suppressions de postes dans les établissements secondaires : « Cette année, il n'y a eu en fait aucune suppression de postes puisque cela concernait que des professeurs remplaçants. Il faut savoir qu'il y a 23 000 professeurs remplaçants dans ce pays qui sont payés à ne rien faire. » « Bien inventé, fiston ! » aurait pu lui répondre Darkos. Le message est en tout cas transmis à tous ces profs non titulaires qui vont d'établissements en établissements pour boucher les trous.



Pot Pourri

A mettre le nez dans le pot pourri du *Figaro*, il y a quand même des jours où l'odeur est particulièrement nauséabonde. Ainsi, le 19 mars, nouvelle journée de grève générale et de manifestation avec plus de 3 millions de personnes dans les rues de France, le quotidien titre : « la surenchère des syndicats face à la crise ». Titre argumenté par trois encadrés illustrés à propos de l'« unité de façade des syndicats », « la France seule en Europe à subir un tel mouvement » et « les violences de la CGT sur le port de Marseille ». De la démagogie pure et dure tout en évitant d'évoquer les enjeux de la crise sociale actuelle. Et surtout, tout en mentant sur le soi-disant seul pays à être secouru par un mouvement social, alors que les pays européens sont presque tous en ébullition.

Libérez Libération !

Parmi les nombreux journaux du kiosque, *Libération* se fond de plus en plus dans la masse. Ainsi, dans son édition du week-end du 6 et 7 février, le quotidien titre : « Immobilier, faut-il acheter ? », illustrée d'une maison en billet de banques. Et à l'intérieur un grand papier au titre digne d'un article de *Challenge* ou *Cadre magazine* : « Immobilier, c'est le moment de négocier ». En revanche, l'information à propos de l'indice des prix des logements par rapport aux revenus disponibles par ménage, deux chiffres qui ne cessent de s'éloigner depuis 20 ans, ne fait l'objet que d'un petit encadré en bas d'une des pages du dossier. Un autre petit échantillon de *Libération* ? Trop facile à vrai dire. Même au lendemain d'une réunion entre les dirigeants des pays les plus puissants, le quotidien d'extrême centre n'en profite pas pour se rattraper. Le sommet a été un succès sans précédent d'après les « 20 », notamment parce qu'ils se sont tous mis d'accord pour remettre 100 milliards dans la machine OMC-FMI. *Libération* titre alors « Un G 20 pas Vain », et ne tarit pas d'éloge pour ce « nouvel ordre mondial », aux côtés des « grands » de ce monde : Sarkozy, Medvedev, Berlusconi,...

Un nouveau journal étudiant est arrivé !



Saluons l'arrivée sur les présentoirs et autres point infos des facs parisiennes d'un « journal gratuit d'information 100% étudiant ! » au titre plein de belles promesses : « L'Étudiant Autonome ». Méfions-nous tout de même des détournements de langage au profit de l'ordre établi, telle la réforme d'« autonomie » des universités, qui signifie tout le

contraire de ce que par exemple avait imaginé le philosophe Jacques Derrida avec ces mêmes termes. Aussitôt aperçue la une du premier numéro de ce canard, paru à la rentrée dernière, le suspens ne dure pas, et l'imposture médiatique se découvre. Au sommaire, Bons plans : 10 bars pas chers à Paris ; Sport : le foot US débarque sur nos campus ; Divertissement : Sudokus, horoscope et recette de cuisine ; et surtout Dossier du mois : « Valérie Pécresse, du changement pour nos universités ». Belle preuve d'autonomie que d'interviewer la Sinistre de l'enseignement supérieur et de la recherche pour un premier numéro ! D'autant que l'interview s'avère plus que complaisante, avec des questions du style « êtes-vous satisfaite de la façon dont les réformes se déroulent ? », ou « comment concilier la culture du résultat et le financement à la performance ? »... Une bonne soupe que Pécresse ne se prive pas de régurgiter en bavant toute sa vision d'une université, « ouverte sur le monde socio-économique », « productrice de diplômés employables dans le monde moderne », « avec des prêts étudiants », et avec, pour les personnels, « moins d'emploi, mais mieux d'emplois »... Depuis ce premier numéro, ce journal sévit tous les mois sur les campus parisiens, tiré à 20 000 exemplaires, et publié par une obscure association, « l'autonome parisien », déclarée à Saint-Germain-en-Laye. Ajoutons qu'avec seulement quelques publicités qui parsèment ce journal gratuit de 16 pages, on peut s'interroger sur son financement... et donc sur son autonomie !

Choisis



Torchon local



L'« Union Torchon » ! Un slogan que l'on entend souvent dans les manifestations rémoises. Et pour cause. Journal local de Reims et ses environs, spécialiste du fait divers, ce quotidien est tout autant un canal de propagande anti sociale quand il s'agit de traiter l'actualité des luttes. En témoigne cette magnifique édition du 26 décembre 2008 qui titre en une : « Grèves, Transport Urbain de Reims (TUR) : les chauffeurs veulent le soutien des habitants. Mais les usagers en ont surtout ras-le-bol. » Plutôt que de parler des enjeux de ce mouvement social, les journalistes,

en véritable soldats du cassage de grève, préfèrent alimenter une soi-disant division entre les grévistes et les usagers. Un petit micro-trottoir bien ficelé et le tour est joué : « Ils nous em... », « nous sommes prisonniers, je ne soutiendrai pas leur cause », « merci, je vais être obligé de finir mes achats en taxi ». Mise à part ça, des lignes de tramway vont prochainement parcourir la ville de Reims. La TUR - et les conditions de travail des chauffeurs avec - va disparaître, absorbée par la société Mars, qui vient de négocier la gestion des transports avec la ville de Reims. Les 100% de grévistes, comme à chaque journée de grève depuis le début du mouvement, exigent la rupture du contrat. Ils contestent notamment le fait que Bouygues, Alstom, et autres petits ou gros actionnaires de cette société, exigent 10% de retours sur investissement dans le projet du futur tramway, soit au moins 10 Avec pour conséquence, au-delà des risques de licenciement pour les chauffeurs, une augmentation certaine du prix du ticket. On comprend toutefois que ce journal ne veuille pas perdre sa réputation de torchon, en évitant soigneusement d'évoquer cette information qui pourrait rapprocher dangereusement habitants et grévistes dans une lutte commune...

L'information selon...

Le quotidien *Direct Soir* et son slogan : « De plein pied dans l'actualité du jour ». A feuilleter de plus près ce canard truffé de publicités, made by the Boloré company, il faudrait quand même préciser ce que la rédaction de *Direct Soir* entend par « actualité ». Pour illustration, et on pourrait probablement refaire la même tous les jours, le 6 janvier, en pleine offensive israélienne, ce journal qui se lit aussi vite qu'il se jette, ne consacre qu'un encadré à ce qui se passe à Gaza. Pire encore, il ne s'agit que d'une photo montrant « deux soldats israéliens stationnés à la frontière de la Bande de Gaza, juchés sur leur véhicules blindés, qui prennent le temps de réciter leurs prières ». Le slogan : « *Direct Soir*, le coup de pied dans l'actualité du jour » serait plus juste.

Par ici la monnaie

"L'État ne doit plus être le tiroir-caisse appelé en renfort dans les situations de crise"

QUESTION : Qui peut bien être l'auteur de ses mots ? Allez jouons un peu : Un homme politique de l'opposition qui tente de dénoncer les milliards accorder aux banques par l'Etat ? Non... Allez jouons encore : alors un homme politique de droite qui voit d'un mauvais œil le "rachat" des banques par l'État. Non plus !

REPOSE : Yves Jégo, secrétaire d'Etat à l'outre-mer en réponse aux revendications ! C'est vrai il a raison sauvons nos machines à spéculation, au lieu de s'occuper des braves gens.

Domage l'Etat a quand même mis la main au portefeuille ainsi que les patrons. Salaud de pauvres, tous des pilleurs !

Source : Bakchich

Une vision singulière...

Le jeudi 5 février à l'Ecole Nationale de la Magistrature, notre chère Garde des Sceaux, Rachida DATI, proclame que : " L'indépendance [de la justice] n'est pas un dogme". Non c'est juste l'un des vieux préceptes de la démocratie. Pauvre Montesquieu, encore un qui doit se retourner dans sa tombe.

Source : *Le Canard Enchaîné*

Zapper pour mieux gerber

Une émission de merde peut en cacher une autre. Eh oui! la télécommande n'a jamais été salvatrice ! Démonstration prise au hasard d'une soirée de télé au début de l'année 2009. Ce soir-là, sur France 2, Delarue nous expose tous ses talents dans une émission consacrée aux « nouveaux précaires ». Au programme, pleurnicheries et témoignages de pauvres gens sans ressources, si possible vivant dans un logement exigu et insalubre avec des enfants. Mais aussi dons en tout genre promis par téléphones par de riches téléspectateurs pleins de pitié. C'est décidé, après avoir été sidérés quelques instants par cette exposition malsaine de misère, encadrée par un animateur plein aux as, on zappe ! Pour se retrouver sur M6 où une jeune femme, mal dans sa peau, se fait coacher par un bouffon de la mode pour qu'elle parvienne à vaincre ses angoisses et poser nue devant un photographe. Avec au passage, une comparaison à une brochette de 10 femmes plus ou moins en chair posant en maillot de bain, pour savoir où elle se situe... L'audience n'a pas décidément pas de prix.

Des journalistes au plus près de leur réalité

A la veille de la grosse journée de mobilisation du 29 janvier dernier, il fallait être sorti de Sciences Po ou tout simplement être journaliste télé pour ne pas sentir la colère montée au sein de la population française. Colère et amertume d'un peuple précarisé contre une politique d'offensive généralisée d'un des gouvernements les plus réactionnaires et antisociaux qu'on ait eu en France. Difficile de ne pas sentir la pression, le ras-le-bol, de surcroît en ces temps de crise où il n'y en a que pour les banques. Pourtant, Yves Calvi, journaliste vedette de France 2, véritable étoile montante de la pensée unique, un des meilleurs serveurs de bonnes soupes aux invités d'en haut, lui, n'a rien vu venir. Il pose ainsi la question à un politique : « 69 % des Français soutiennent la grève générale du 29 janvier, ça vous surprend ? Moi, je vous avoue que ça me surprend ! »

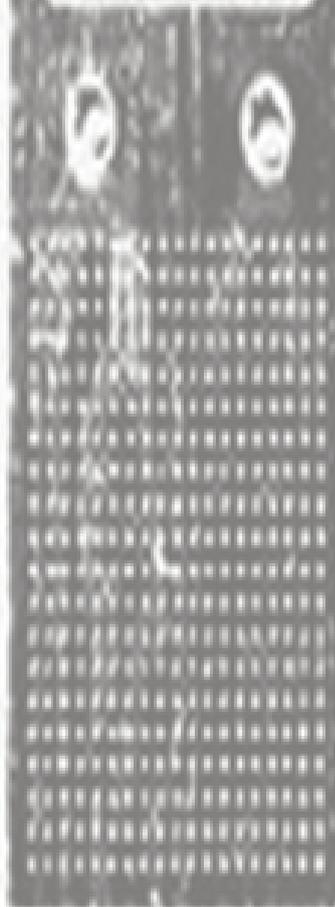
Populiste toi-même !

En pleine controverse sur la réforme hospitalière concoctée par Roselyne Bachelot, la ministre nous dévoile tout son talent de responsable politique. Alors que les personnels hospitaliers dénoncent le trop faible budget alloué à l'hôpital public pour 2009 et exigent au moins 4 % d'augmentation, Bachelot campe sur le choix de bloquer à 3 % l'augmentation du budget. Ce qu'elle justifie le 10 janvier dernier face aux caméras d'une magnifique envolée populiste : « On n'a pas besoin d'aller piquer dans le porte-monnaie des Français; c'est plus une question de gestion et d'organisation ». Rappelons seulement que ces propos sont sortis de la bouche d'une Ministre qui défend les franchises médicales

Tu avances ou tu recules ?

Xavier Darkos prétendait début décembre aux médias, qui ne se sont pas privés de relayer la leçon : « la réforme du lycée est bâtie sur un très large consensus des lycéens, des enseignants et des familles ». Après quelques semaines de manifestations lycéennes, de blocages, d'occupations d'écoles menées avec les parents d'élèves, le ministre de l'Education Nationale annulait sa réforme... Peut-être entendait-il par « très large consensus » une opposition générale à sa politique dans le monde de l'éducation !

SLNS



Séquestration générale !

Manifestement, la radicalité des actions militantes et politiques peut se définir actuellement dans les séquestrations, par les ouvriers, de patrons et autres grands cadres, décideurs appliqués des plans sociaux qui lament l'emploi. Et c'est bien parce que ces dirigeants imposent leurs visions - la main d'œuvre n'est qu'un chiffre -, et leurs impératifs - plus de profits pour engraisser des actionnaires -, que la séquestration reste une bonne manière de se faire entendre. Pouvoir enfin dire à ceux qui se croient étanches à la contestation sociale, que leur politique n'est pas la nôtre, et qu'elle ne se fera pas sans heurts.

De la même manière, les contre-réformes imposées par le gouvernement dans de nombreux secteurs sociaux, sans véritable concertation, devaient amener le monde militant à envisager la séquestration. Car dans sa forme actuelle, la contestation sociale, aussi large soit-elle, ne permet pas de se faire entendre. C'est dans cette optique qu'une cinquantaine d'étudiants de plusieurs facs de la région parisienne ont décidé de séquestrer Denis Lambert et Jean-Luc Hembise, respectivement directeur et directeur adjoint du Crous¹ de Paris, le 7 avril dernier. Après une opération « CROUS gratuit », tentée ce même jour à midi, au restaurant du Crous de Paris, les étudiants sont montés dans les étages pour aller trouver les deux oiseaux, histoire de les cuisiner un peu à propos de leur politique de gestion et de la disparition programmée des Crous.

Et pour cause, Denis Lambert n'est autre que l'auteur du rapport publié en septembre 2008, qui prévoit le démantèlement des Crous, (« restructurés ») en Agences régionales de vie étudiantes. Ce rapport commandé par le Ministère de l'Enseignement et de la Recherche fait son chemin discrètement mais sûrement, et ce qu'il préconise devrait s'appliquer progressivement. Son contenu fait froid dans le dos, aussi bien en ce qui concerne la gestion du personnel que les services proposés aux étudiants. Le ton est donné dès l'introduction : « La réforme des œuvres universitaires s'inscrit dans le prolongement de la loi LRU », ou loi d'autonomie des facs, contestée par une grande majorité de la communauté universitaire. Autrement dit, les services sociaux universitaires ne seront plus garantis par un statut national, mais seront gérés localement, en fonction des moyens dont disposera tel ou tel établissement universitaire. Dans la même veine - et nous avons appris à nous en méfier - ce rapport propose de « réformer » ce service public, à l'appui d'un « pilotage moderne et efficace des établissements, et d'une gouvernance rénovée »...

Une heure trente de discussion n'aura finalement débouché sur rien de concret, puisque les directeurs ont refusé de prendre position sur les revendications portées devant leur nez. Par contre, la « rencontre » aura permis une nouvelle fois de se rendre compte du gouffre qui sépare ces dirigeants, qu'ils appartiennent finalement à la sphère publique ou privée, de la population. Eux obsédés par des objectifs de rentabilité, mués par une vision moderne de nivellement par le bas. Nous, imprégnés de réalités quotidiennes, et animés d'un espoir de vivre mieux. La séquestration aura également été l'occasion de

tenter de décrypter ce langage d'un autre monde qu'est la langue de bois des dirigeants : « Vous n'avez pas lu le même rapport, il me semble » ; « il n'y a rien de politique dans ce rapport » ; « le personnel est très heureux au Crous et nous les connaissons sans doute mieux que vous » ; « je connais très bien les problèmes des étudiants » ; « il existe des instances représentatives avec des élus étudiants pour discuter de ces choses là »,... Une rhétorique vide que l'on se délecte à contrer : « Si ce n'est pas politique, pourquoi citez-vous deux députés UMP à de nombreuses reprises comme références dans votre rapport? Et pourquoi jusqu'à la dernière page est-il truffé de formulations et d'un vocabulaire identique à celui du gouvernement ? ; « nous sommes sans doute plus légitimes que vous pour parler des problèmes des étudiants » ; « le personnel que nous côtoyons en a plus qu'assez de votre politique de gestion, et se montre très inquiet du contenu de ce rapport »...

Malgré la présence de quelques médias, les directeurs demanderont au bout d'une heure trente, l'évacuation *manu militari* par les forces de l'ordre, d'ailleurs très en forme ce jour là. Se mettre le personnel à dos, unanimement choqué par une telle intervention au sein d'un service social, lui importe peu. Preuve que Denis Lambert est dans les petits papiers du Ministère et qu'il a une grande carrière devant lui. Raison de plus pour l'avoir séquestré, avec son compère, et de leur avoir fait faire quelques heures sup'. Pour une fois que ce n'est pas eux qui les imposent à d'autres !

¹(service social universitaire : Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires)

SLNS

L'application du rapport Lambert,

c'est un service social étudiant des Crous totalement dilué dans une sorte de cour des miracles ou de fourre-tout, au nom d'un « portail unique de la vie étudiante » : « services de santé, services sociaux, accueil des étudiants, accessibilité des personnes en situation de handicap, maison de santé, centre de ressources pour conseiller et soutenir les étudiants dans leurs projets culturels et associatifs ». Pour ce qui est du logement social étudiant ou des restaurants universitaires, le désengagement financier de l'Etat est clair, et une partie du marché est jetée en pâture aux entreprises privées et aux banques : « réflexion nationale sur les financements, mise en place dans chaque agence des procédures de labellisations par les bailleurs publics et privés, généralisation de la monétique -et donc des partenariats avec les banques privées- comme moyen de paiement dans tous les points de restauration ». La rentabilité est également mise en avant et totalement assumée, alors qu'il s'agit d'un service public, en proposant de « prendre sur le long terme les mesures économiques et techniques pour concilier la mission sociale et les équilibres économiques des activités ». Plus

précisément, sur le logement, le rapport préconise de « développer en partenariat avec les bailleurs publics, privés, les collectivités locales, les formules

innovantes (colocation, logement intergénérationnel) ». Autrement dit rien d'innovant, et rien qui ne garantisse le logement social étudiant.

Pour ce qui est de la gestion des personnels, le rapport parle de lui-même : « il faut un management stratégique des ressources humaines et une gestion qualitative, prévisionnelle et stratégique des emplois. » Il prévoit également pour le personnel « d'exploiter d'avantage les possibilités offertes par la Loi Organique portant sur la Loi de Finance (LOLF), qui admettent les dérogations et les adaptations nécessaires pour l'exercice d'activités de production de service ». Traduisez : la mutation intempestive de personnels de services en services en fonction des besoins et des objectifs de rentabilité, sous peine d'être viré, même avec un statut de fonctionnaire...

Enfin, dernière perle noire du rapport, Lambert propose de confier l'évaluation de l'Agence Nationale de la Vie Étudiante à la toute récente AERES (Agence d'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur), créée en 2005, dont l'autorité est contestée par la communauté universitaire, du fait de sa proximité avec le pouvoir et ses objectifs formulés exclusivement en terme de rentabilité.



LE CROUS ou la gestion rentable et policière du logement social étudiant...

Politique de rentabilité du CROUS

Depuis plusieurs années, les CROUS (Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires) mènent une politique de rentabilité. Curieux pour un organisme ayant pour mission première d'aider les étudiants. En effet, les CROUS sont censés attribuer bourses et logements en se basant sur des critères sociaux. Seulement, la réalité est toute autre. L'évolution nationale, même si elle se décline différemment selon les académies, laisse présager un sombre avenir pour cet organisme, et a fortiori pour les étudiants les plus précaires.

Prenons le cas du CROUS de Versailles, qui gère les Cités Universitaires de l'Université de Nanterre. Selon les termes prononcés en novembre 2008 par l'un des responsables du logement au CROUS de Versailles : « Le marché de l'immobilier nous oblige à y entrer. Il n'y a pas assez d'argent dans les caisses du CROUS. » Considérant que les résidents des Cités U ne constituaient pas une manne assez fructueuse, les conditions d'admission et de réadmission en Cités U se sont en effet compliquées d'années en années. L'objectif est clair : changer de "clientèle". Le critère de mauvais payeur, par exemple, vous amène à devenir « sans droit ni titre ». Dès lors que vous avez été irrégulier dans le paiement de vos loyers, le CROUS peut vous demander de quitter votre logement. Si vous décidez de vous réorienter après un redoublement le traitement est le même.

Une fois que l'on est « sans droit ni titre », le CROUS bloque toutes les démarches. On devient alors occupant dans l'illégalité, ce qui coupe de suite les aides au logement, rend impossible l'obtention d'une attestation de résidence... Ces procédés, qui n'existent même pas dans le privé, amènent souvent l'étudiant à entrer dans un cercle vicieux où il s'endette, tout en restant bloqué dans plusieurs de ses démarches administratives. Les étudiants étrangers, qui doivent chaque année fournir une attestation de résidence à la préfec-

ture pour renouveler leurs cartes de séjour, se retrouvent par exemple bloqués. Pire encore, des étudiants étrangers témoignent du fait que le CROUS n'hésite pas à menacer de ne pas donner d'attestations de résidence s'ils ne payent pas avant le 10 de chaque mois.

En 2006, le CROUS de Versailles avait même augmenté le loyer des résidents non réadmis dans les Cités U de Nanterre de plus de cinquante euros ! Une décision illégale qui, après avoir été rendue publique par les résidents, a été stoppée. Les résidents ont même été remboursés !

Restructurations de Cité-U et expulsions d'étudiants:

Par ailleurs, les restructurations de Cités U, tant attendues, puisque datant des années 60 pour certaines, auraient pu être un point positif pour le CROUS. Mais ces restructurations s'accompagnent partout de fortes augmentations des loyers, et d'une diminution du nombre de chambres. Pour une chambre de 9 m² à la Cité U de Nanterre, le prix de la chambre est passé de 130 euros à 215 euros. Soit une augmentation de 85 euros ! Quand au T2 (18 m²) le prix de la chambre est de 400 euros. Soit quasiment les prix du logement privé. Pour ce qui est du nombre de chambres, les bâtiments comportaient avant les travaux 1400 logements. On en compte aujourd'hui 257 en moins. En résumé, la restructuration de la Cité U de Nanterre, étalée de 2005 à 2009, aura débouchée sur un "parc immobilier", tel qu'on le qualifie désormais, avec moins de chambres, et des loyers beaucoup plus élevés. Curieuse réponse au problème de pénurie de logements sociaux étudiants. Et comme il y a moins de chambres, il faut bien se séparer d'étudiants. Comme les loyers sont plus chers, il faut également pouvoir changer de public. Depuis plusieurs années le CROUS entame donc des procédures d'expulsion - ce qu'il n'avait auparavant jamais fait -. Il traîne devant les tribunaux des étudiants non réadmis pour causes diverses. La raison la plus fréquente est celle invoquant des « loyers non payés », alors qu'on pourrait attendre de cet organisme des propositions d'échéancier, d'aide ou d'écoute. A la Cité U de Nanterre, l'ARENE (Association des Résidents de Nanterre) a toujours dénoncé cette politique « business » du CROUS et a mené de nombreuses batailles contre les expulsions. Et pour cause : les forces de l'ordre sont intervenues à plusieurs reprises pour expulser des étudiants, souvent pendant l'été. Gentiment accompagnés par la directrice du CROUS de Nanterre, les flics viennent régulièrement chasser des étudiants en situation précaire...



Bâtiment F de la Cité U de Nanterre, occupé par les résidents contre les expulsions, en décembre 2008

S'organiser et lutter face au CROUS!

En novembre 2004, une soixantaine d'étudiants se voient menacés d'expulsion à la Cité U de Nanterre. Les résidents, soutenus par l'ARENE, décident de s'organiser et de mener bataille, en occupant un bâtiment de la résidence de Nanterre, en parallèle d'actions de protestation. Une lutte qui finit par payer puisque tous les résidents finissent par être réadmis. Dernière lutte en date : décembre 2008, une vingtaine de résidents doivent quitter un bâtiment qui doit être réhabilité, sans relogement proposé par le CROUS. En pleine trêve hivernale, le CROUS entame de manière pernicieuse des expulsions déguisées. De là, les résidents expulsables soutenus par d'autres étudiants décident de ne pas quitter leur chambre tant qu'un relogement n'est pas proposé à tous. Retardant ainsi le début des travaux, les résidents solidaires mettent la pression au CROUS. Cette fois encore, la lutte a été efficace : tout le monde a été relogé...

Quand l'UNEF cogère la politique rentable du CROUS :

L'UNEF participe activement à la politique du CROUS. La majorité des élus étudiants aux CROUS sont des élus UNEF qui votent les augmentations de loyers, les conditions d'admission et de réadmission. Le syndicat jaune ne s'est jamais opposé aux expulsions, aux augmentations de loyers, aux diminutions du nombre de chambres... Pour exemple, la vice-présidente étudiante au CROUS de Versailles, par ailleurs rémunérée comme ses compères élus de l'UNEF, se félicite de son travail et de l'évolution du CROUS...



Au 5ème étage du bâtiment F de la Cité U de Nanterre. (Photos : SLNS)



Israël et la connivence globale



Les chars Caterpillar à l'oeuvre dans la construction des colonies

A lors que l'économie palestinienne n'en finit plus de s'effondrer, la politique économique israélienne reste florissante et continue d'attirer de nouveaux investisseurs pour développer son activité. Dans son dernier rapport, la Banque Mondiale indique que l'économie palestinienne est de plus en plus dépendante de l'assistance internationale. Les conditions de vie se dégradent au rythme des attaques et blocus israéliens. De même, la reconstruction reste très entravée par la multiplication et l'extension des colonies israéliennes en territoire palestinien, morcelant ainsi la Cisjordanie.

En décembre et janvier derniers, l'opération « Plomb durci » de l'armée israélienne a ravagé tous les secteurs d'activités (administrations, écoles, et même ter-

rains agricoles) et les seules structures de Gaza qui permettaient aux Gazaouis de survivre. Les dernières agressions israéliennes ont eu notamment pour « dommages collatéraux » la destruction de 1,8 hectares de terrains agricoles palestiniens, essentiels pour l'économie locale. Selon le Centre Palestinien d'Information, cela représente une perte directe de 174 millions de dollars, qui pourrait être en partie compensée par la générosité de la communauté internationale.

Aujourd'hui, toujours soumis au blocus, les travaux de reconstruction sont au point mort. Comment ne pas voir cette nouvelle agression comme une étape supplémentaire dans l'affaiblissement des Palestiniens et de la résistance populaire, et comme la preuve de la négation de la souveraineté palestinienne.

Et comment ne pas percevoir le silence de la dite-communauté internationale comme une complicité intéressée avec l'argentier de la misère et de la guerre du Proche-Orient. Le gouvernement israélien continue les expulsions de population et les destructions des maisons palestiniennes pour s'appropriier les territoires. Ainsi, les constructions de colonies en Cisjordanie ne cessent pas, en dépit des rappels à l'ordre internationaux.

L'impunité de l'Etat d'Israël se crée inévitablement dans le sillage du soutien des puissances mondiales. Un soutien qui n'est pas simplement militaire, diplomatique, ou politique. Il s'avère être également économique. Le 30 mars dernier, la Banque d'Israël a publié son dernier rapport. Elle annonce une hausse des investissements directs en Israël pour l'année 2008, passant de 9,96 à 10,5 milliards de dollars. Malgré la crise financière mondiale, l'attractivité des firmes étrangères pour ce pays subsiste.

L'Etat hébreu encourage en effet l'investissement, tant national qu'étranger, en offrant un large éventail d'incitations et d'avantages. De même, pour attirer un peu plus les partenaires à capitaux étrangers, l'Etat leur a réservé des avantages supplémentaires. C'est ainsi que L'Oréal a investi des millions en créant une unité de production à Migdal Haemek, à tel point que le Congrès américain a exprimé sa satisfaction de voir l'Oréal « devenir un ami chaleureux de l'Etat d'Israël ».

De même, Caterpillar profite directement des destructions israéliennes. En plus de bénéficier de ce marché de destruction, en fournissant des bulldozers, cette entreprise aide à l'expansion du territoire israélien en gérant des chantiers tels que les constructions du mur et des checkpoints.

Consultable sur le site whoprofits.org, la liste des entreprises étrangères qui participent ainsi à la détribalisation du territoire palestinien est longue. Des associations telles que l'AFPS (Association France Palestine Solidarité) tentent d'enrayer ce phénomène en attaquant en justice des entreprises françaises concourant à la colonisation du territoire palestinien. Le 15 avril dernier, le Tribunal de Grande Instance de Nanterre a reconnu sa compétence pour juger du litige qui oppose l'AFPS aux sociétés VEOLIA TRANSPORT et ALSTOM, dans la mesure où ces entreprises ont leurs sièges sociaux dans les Hauts-de-Seine.



Rames de métros Alstom prêts à déposer des voyageurs exclusivement israéliens vers des territoires occupés. (photos AFP, avril 2009)

de la communauté internationale



Pendant une manifestation de soutien aux Palestiniens en février dernier (photo SLNS)

L'affaire a débuté il y a plus de deux ans, lorsque que l'AFPS avait saisi le Tribunal pour faire reconnaître le caractère illicite du contrat signé par ces sociétés avec le gouvernement israélien. Ce contrat charge les entreprises françaises de la construction et de l'exploitation d'un tramway à Jérusalem-Est, qui a pour projet de relier Jérusalem-Ouest à des colonies de l'Est, implantées illégalement sur le territoire palestinien. Le tracé de ce tramway passe sur des terres saisies aux Palestiniens et permet de relier les colonies israéliennes de Cisjordanie. Cette première ligne de tramway est conçue pour desservir la colonie de Pisgat Zeev, au Nord, en passant par celles de Ramat Eshkol et Givat Shapira (French Hill). Elle devrait être prolongée jusqu'à la colonie de Neve Yaakov. L'association dénonce d'une part la violation des dispositions de la Convention de Genève de

1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et d'autre part l'expansion de la colonisation illicite de Jérusalem-Est par le gouvernement israélien.

Ainsi, les activités de ces entreprises seraient contraires aux règles de droit international.

Le Tribunal ne s'est pas encore prononcé sur le fond de l'affaire, et a indiqué dans son premier arrêt qu'une autre audience de procédure serait prévue pour le 8 juin 2009.

Si le Tribunal reconnaît le caractère illicite des contrats signés entre ces sociétés et le gouvernement israélien, les entreprises françaises pourraient voir leur contrat de concession remis en cause. Une décision qui pourrait faire jurisprudence. On attend ce jugement avec impatience...

Sandrine L

Le boycott comme arme de déstabilisation massive !

En juillet 2005, une coalition de 171 organisations palestiniennes a créé le mouvement global BDS : « Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre Israël jusqu'à ce qu'il se conforme aux lois internationales et principes universels des droits de l'homme » vis-à-vis des territoires Palestiniens occupés, et des Arabes israéliens et réfugiés palestiniens. Une campagne qui trouve un écho dans la société civile mondiale. Le boycott tend en effet à se durcir, notamment depuis le dernier massacre de Gaza, sous différentes formes, toujours pour dénoncer les pratiques illégales d'apartheid d'Israël et les pratiques vénales de certaines entreprises qui s'enrichissent sur le dos de la colonisation. A l'image de Génération Palestine, ou d'Europalestine CAPJPO¹, qui organisent des campagnes de boycott dans l'espace public, comme récemment dans des magasins Carrefour ou Auchan, grands complices économiques d'Israël. Fin décembre 2008, l'Oréal était dénoncé pour son soutien actif à la colonisation depuis les années 90, notamment avec son usine implantée dans une colonie située en Galilée. En ce moment, Alstom et Véolia construisent illégalement au regard de l'ONU, une ligne de tramway discriminatoire et des installations durables en territoire occupé ; Dexia finance allégrement Israël. Les campagnes ne sont pas sans effet. A titre d'exemple, des cultivateurs israéliens ont dû annuler de nombreuses commandes. On peut également citer Motorola, qui s'est délogé d'Israël à la mi-mai 2009. Dexia a annoncé le 14 mai ne plus accorder de prêts aux colonies d'Israël. Véolia semble chercher un reprenneur pour la gestion du tramway colonial... Certains syndicats s'engagent également dans cette forme de soutien, en se prononçant pour le boycott d'Israël. A l'image du SNASUB-FSU, (Syndicat national de l'administration scolaire, universitaire, et des bibliothèques – Fédération syndicale solidaire), qui a exigé lors de son 6ème Congrès, en mai 2009, la levée immédiate du blocus imposé aux Gazaouis, la destruction du mur d'apartheid, le retour des réfugiés Palestiniens, et a invité toutes les organisations à prendre des initiatives en faveur du boycott. Face aux derniers événements de Gaza, la Communauté internationale a plus que jamais montré son impuissance, et surtout son inconsistance plus ou moins intéressée. Au regard des nombreuses alliances économiques nouées entre ces multinationales et Israël, on comprend encore mieux le soutien silencieux et odieux des grands pays de ce monde. Ces campagnes de boycott de grande envergure et de longue haleine peuvent constituer une dimension importante de la déstabilisation de l'Etat colonial, en faisant comprendre aux entreprises qu'elles ont plus à perdre qu'à gagner, à soutenir l'Etat colonisateur.

¹ voir le site www.europalestine.com

GEORGES ABDALLAH : PRISON A VIE POUR UN COMBATTANT DE LA PALESTINE.

Le 5 mai dernier, Georges Ibrahim Abdallah s'est vu une nouvelle fois refuser sa demande de libération conditionnelle. La requête du Libanais est rejetée "considérant que (...) le condamné a clairement revendiqué le caractère politique de son action et ses convictions anti-impérialistes", selon les motivations de la cour citées par Me Vergès, son avocat. Selon Jacques Vergès « c'est une décision parfaitement pétainiste », « on dit à quelqu'un qui est Libanais, Engagez-vous à ne jamais vous battre même si le Liban est envahi ». Détenu maintenant depuis plus de 25 ans en France le silence le plus complet, Georges Abdallah fait partie des prisonniers politiques enfermés en France. La loi Dati sur la rétention de sûreté permet à la justice française de le maintenir en détention. Communiste révolutionnaire, engagé dans la lutte au côté des Palestiniens, ce militant a toujours dénoncé le système capitaliste, l'impérialisme, l'occupation de la Palestine, et n'a jamais renié son engagement politique. En 1978, membre du FPLP (Front de libération pour la Palestine), il s'engage contre l'invasion du sud Liban par l'armée israélienne. Ensuite, Georges devient membre des FARL (Fraction Armée Révolutionnaire Libanaise). Parmi les opérations attribuées au FARL : l'assassinat de Charles Ray (un responsable de la CIA) et Yacov Barsimantov (responsable du Mossad). Arrêté en France en 1984 pour détention d'un vrai faux passeport délivré par l'Etat algérien, la justice découvre « miraculeusement », trois ans après, une arme dans l'appartement de Georges qui aurait servi aux assassinats. Aujourd'hui, la complicité française avec les intérêts israélo-américains, se poursuit, la justice refusant sa libération, alors qu'il est libéré depuis 1999, alors que le Liban autorise son extradition, et sous prétexte qu'il ne se prononce pas sur un éventuel retour au combat si son pays est à nouveau attaqué par Israël.



Un collectif pour la libération de Georges existe au Liban comme en France. Contact : liberonsgeorges@no-log.org
 Blog : <http://liberonsgeorges.over-blog.com>

La bilatéralité à sens unique

Retour sur une concertation sourde

Cela fait bientôt 2 ans que les diplomâtes français et autres primâtes à cravate essaient d'obtenir l'accord du Mali pour mettre en place ce qu'ils appellent « des accords bilatéraux de gestion des flux migratoires ». Il s'agit d'accords signés avec certains pays africains afin d'être en mesure de trier les migrants avant même leur arrivée sur le territoire Français.

Une façon de durcir les conditions d'accès, et de légitimer la chasse aux migrants qui seraient passés entre les mailles du filet. La France en contre partie de la coopération du Mali promet de mettre plus d'argent dans l'aide au développement de ce pays. Le Mali quant à lui souhaiterait que tous les maliens en France soient régularisés et voudrait que la liste d'autorisation de travail pour les migrants maliens s'élargisse. L'ancien ministre de l'identité nationale et de l'immigration, Hortefeux, avait clairement déclaré que la France n'accepterait jamais ces conditions. Cependant, plusieurs pays africains ont déjà cédé à ces arguments, le Sénégal, le Cap Vert... A travers ces accords la France prouve une fois de plus son mépris pour l'avantage que représente l'immigration pour l'économie locale africaine.

A la suite de ces propositions, la mobilisation a été très grande en France et au Mali. Un mouvement de solidarité entre les maliens d'ici, aujourd'hui très nombreux parmi les immigrés en situation irrégulière, et ceux de là-bas, notamment l'association malienne des expulsés (AME), s'est développée et de nombreuses actions ont été menées, ce qui a permis d'empêcher jusqu'à présent la signature de ces accords.

Au mois de Novembre dernier déjà, lors de la première tentative de ratification qui devait se faire à Paris, les dirigeants maliens avaient refusé de signer aux vues des importantes mobilisations qui avaient eu lieu. Puis en Janvier une délégation française s'était rendue à Bamako pour une rencontre au sommet. La CSP 75 qui mène une occupation à la Bourse du Travail rue Charlot à Paris, s'était mobilisée, lançant des appels au rassemblement devant le Consulat du Mali pour exiger le rejet de ces accords qualifiés de « crapuleux ». Ces agitations ont eu d'immenses répercussions au Mali où la mobilisation a pris à ce moment une plus grande ampleur. Un appel a aussi été lancé par la CSP sur une radio malienne à la veille de la signature de ces accords ce qui a notamment encouragé le déclenchement d'immenses manifestations dans les rues de différentes villes maliennes.

Suite à cette mobilisation, le gouvernement malien a refusé de signer les accords avec la France. Cependant, depuis le 28 Mars, et la venue à Bamako de Besson, ministre de l'identité nationale et de l'immigration, il semblerait que le dialogue à ce sujet soit à nouveau ouvert. Malgré le fait que rien n'a été changé du texte, le président maliens Amadou Toumani Touré (dit ATT) a reconnu que les négociations n'étaient pas encore fermées pour le moment.

L'AME a lancé quant à elle une pétition contre ces accords et a clairement fait comprendre que la mobilisation ne s'arrêterait pas tant que le Mali n'aura pas définitivement rejeté les propositions de la France.

Jen

Pétition sur : expulsesmaliens.org



Eric Besson à la Frontière...

Norbert Zongo : il y a dix ans, ils brisèrent sa plume...

**Au clair de la lune
Mon ami Zongo
Refusa de bâillonner sa plume
Au Burkina Faso
Et Zongo est mort, brûlé par le feu
Que justice soit faite pour l'amour de Dieu.**



Hommage à Norbert Zongo

Ainsi chantait Alpha Blondy en 2000¹ pour honorer la mémoire du journaliste burkinabé Norbert Zongo tué quelques mois plus tôt à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso. Dans le refrain, le reggaeman ajoutait, non sans ironie : « La démocratie du plus fort est toujours la meilleure, c'est comme ça ! La démocratie du plus fort est toujours la meilleure, ça se passe comme ça ! ».

Le 13 décembre 1998, Norbert Zongo prend la route de Sapouy avec trois de ses compagnons. Non loin d'Ouagadougou, l'événement terrible survient. Le soir même, la télévision nationale annonce la mort « accidentelle » de Norbert Zongo, fondateur et directeur de publication du journal *L'indépendant* qui s'attachait, chaque semaine, à donner des nouvelles du pays. Volontairement en marge des tirages nationaux, *L'indépendant* pointait du doigt les frasques des politiques tout en relayant les luttes syndicales et populaires, tel un miroir d'une époque Sankara qu'on espérait revivre malgré la mort du chef militaire militant. Mais ce 13 décembre donc, Zongo décède. On retrouve sa voiture calcinée, méconnaissable. Plus tard, l'autopsie des corps carbonisés révèle que Zongo et ses compagnons ont été abattus par des balles tirées à bout portant avant que la voiture ne soit brûlée.

Dans les semaines antérieures au drame, Zongo menait une enquête incriminant le frère du Président Compaoré, également conseiller à la présidence, soupçonné d'avoir tué après tortures l'un de ses employés personnels. *L'indépendant*, malgré les menaces, avait fait une quinzaine de unes sur l'affaire. Coïncidence ou cause de sa mort ? Les Burkinabés, sortis massivement dans les rues dès l'annonce du décès du journaliste, ne croient pas à la coïncidence. Reporters Sans Frontière, qui s'est plusieurs fois rendu sur place, non plus. Malgré cela, et bien que la commission indépendante chargée d'enquêter sur le meurtre ait reconnu que Norbert Zongo et ses compagnons ont été victimes d'un attentat criminel, un non-lieu est prononcé en 2006 contre le principal inculpé, Marcel Kafando, adjudant œuvrant dans la garde présidentielle et proche des Compaoré. On étouffe cette affaire. On voile la vérité, comme cela avait été fait pour l'assassinat du Président Sankara.

Dans mes archives, je garde précieusement l'un de ces numéros de *L'indépendant*, le 223^{ème}, du 13 décembre 1997. Douze pages noires et blanches jaunies qui noircissent encore les doigts, mais dans lesquelles on peut peser la force contestataire d'un tel hebdomadaire au pays des hommes intègres

dégus par les parades d'une poignée d'oligarques. En titre « Les deux tracas du Président Compaoré » et une caricature le représentant en haut de costume et short, en sueur, assis sur un ballon de foot avec, devant lui, une mitrailleuse : figure grotesque. En dessous, un autre titre : « Comment l'unité syndicale a été brisée ». Dans le journal, un éditorial corrosif appelant à la lutte collective, trois pages sur les malversations du gouvernement, des courriers de lecteurs, etc., et en page 11, le cri d'un « jeune fonctionnaire découragé » (il signe ainsi) fustigeant la médiocrité, voire l'absence, des formations à la fonction publique. On comprend aisément que le pouvoir autoritaire burkinabé ait voulu annihiler cet espace de libres expressions populaires.

Onze ans après Thomas Sankara, Norbert Zongo devenait à son tour martyr du combat pour la justice et le respect de l'humanité.

Je ne bouclerai pas cet article en lamentations cependant, car, suivant l'adage, « on tue les hommes, non les idées ». La verve libertaire semble être passée de l'homme politique (Sankara), au journaliste (Zongo), du journaliste aux artistes d'aujourd'hui, et en particulier aux chanteurs de la scène burkinabé, plus largement africaine. Je pense au *zouglo* ivoirien (non, Magic system n'en est pas un digne représentant !), au *bul faale* (en wolof, « t'occupe pas ») des rues de Dakar initié pas le crew Positive Black Soul dans les années 90, au reggae mi-chanté mi-parlé de Sams'K le Jah au Burkina Faso, etc. Conscients de leur filiation militante et souhaitant que lumière soit enfin faite sur la mort du journaliste, certains d'entre eux, et bien d'autres encore² signent aujourd'hui le titre suivant : « Artistes unis pour Norbert Zongo ». Laissons-les conclure :

**Le secret craint la lumière
L'ombre sur les écrits diffuse le mensonge
Paix, respect aux âmes privées de leur corps
Enterrés à tort, au cimetière, par la raison du plus fort.**

(...)

**Je suis la plume calcinée au détour d'une vie
Aujourd'hui ressuscitée le temps d'une vie
Je suis la voix menacée d'extinction à vie
Qu'attentats et confinements n'ont guère ramollie.**

¹ Titre « Journalistes en danger » sur l'album *Elohim* (Sony Music, 2000)

² Tiken Jah Fakoly, Ismaël Isaac, Didier Awadi, Smockey, Sams'K le Jah, Faso Kombat, Sana Bob, Obscur Jaffar, Slam et Miss Safia. Clip visible sur le site dailymotion.com.

Manue

Pour aller plus loin :

Sites internet :

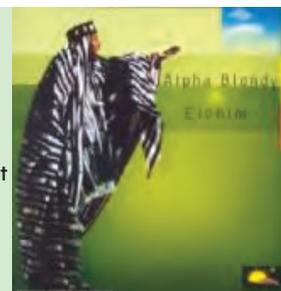
- <http://www.cnpress-zongo.org/>
- <http://norbertzongo10ans.blogspot.com/>
- <http://www.rsf.org>

Un documentaire :

- *Borry Bana* de Luc Damiba et Abdoulaye Diallo, Ouagadougou / Paris, SEMFILMS / Institut Panos, 2003

Des livres :

- D. Loro Mazono, *Hommage au journaliste Norbert Zongo*, Paris, l'Harmattan, 2003
- Norbert Zongo, *Le sens d'un combat, recueil d'éditoriaux*, Ouagadougou, CNP-NZ, 2000



AREVA en son royaume

Une nouvelle forme de colonisation sévit aujourd'hui dans les pays pauvres du Sud et notamment sur le continent africain : la colonisation économique, conséquence immédiate du capitalisme mondial. Pour illustrer mes propos, prenons le cas d'Areva, groupe industriel français spécialisé dans l'énergie et de sa filiale Cogéma, accusés d'avoir omis volontairement (par intérêt économique) de prendre en compte les dangers que courraient ses employés dans l'extraction d'uranium au Niger.

En effet, depuis 1982, Areva aurait, par l'intermédiaire de ses filiales, embauché des personnes sans leur avoir précisé les risques encourus dans ce type de travail. Les employés n'auraient pas non plus été soumis à un suivi sanitaire. Ainsi, des familles entières auraient vu un ou plusieurs de leurs membres décéder d'un cancer des poumons et autres maladies cardio-vasculaires. De plus, les populations avoisinantes n'ont pas été épargnées par la contamination radioactive. De fait, divers enquêtes menées par plusieurs associations locales et internationales, notamment la Sherpa et la CRII-Rad (Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la radioactivité), auraient démontré que le taux en radioactivité était très élevé dans les environs immédiats du site d'exploitation : rivières, sols, déchets nucléaires... Ainsi, les associations locales ont constaté en plus des décès au sein de la population avoisinante du site d'exploitation, de nombreux cas gynécologiques graves tel que des malformations des enfants à la naissance ou alors des troubles du comportements touchant enfants et adultes.

Toutes ces investigations et (sur un ton plus humoristique!) l'oscar obtenu comme étant l'une des sociétés ayant une politique environnementale des plus douteuses de 2008 (décerné par la Déclaration de Berné et Greenpeace suisse) n'ont servi à rien puisqu'Areva a signé un nouveau contrat qui renouvelle la concession de l'exploitation de l'uranium. Mais de quoi se plaignent les autochtones? Ces sociétés étrangères leur donnent la possibilité de nourrir leur famille, non?

Mais à quel prix?

Certains diront que le terme de colonisation économique est très fort, mais la réalité est là : dès qu'une société étrangère investit un nouveau marché, flaire une nouvelle aubaine dans un désert ou dans la brousse, elle accapare les terres en y apportant ses capitaux. Et le cas d'Areva l'illustre bien : un tiers des capitaux de la société d'exploitation est détenu par le gouvernement nigérien, et le reste est détenu en majorité par les Français, quelques parts revenant dans le pillage à des Allemands et des Italiens.

Ces entreprises viennent sous couvert de vouloir aider et pousser vers le haut les pays les plus pauvres, et ne se préoccupent en réalité que d'une chose : s'en mettre plein les poches, et ne pas se laisser attendrir, dans la course au profit, par les conséquences qui frappent les populations. Et ce, quitte à entretenir des relations plus ou moins troubles avec les gouvernements corrompus. Dans le cas d'Areva, car précisons ou rappelons le, le port par lequel transite les marchandises liées à cette extraction est détenu par Mr Bolloré, copain comme cochon (et vice-versa) de Mr Sarkozy. Ah, la Françafrique, quand tu nous tiens! N'était-ce pas ce même Sarkozy qui disait vouloir représenter une France ayant une politique étrangère claire, sans relations douteuses avec des dirigeants soupçonnés de corruption?...

Ainsi, aucune des démarches entreprises par les nombreuses personnes ou associations n'aura fait le poids face à la société tricolore et ses filiales au Niger, car les enjeux économiques étaient bien trop importants à côté de quelques vies humaines. Certes, ces gens travaillent dans un environnement des plus toxiques, mais pour une cause majeure : fournir l'énergie aux nations les plus riches, et alimenter ainsi la production d'armement.

Bien que la France ait entrepris depuis quelques années de réduire sa présence militaire en Afrique, elle entend tout de même se mettre à la page, puisque la colonisation n'est plus seulement militaire mais économique. Elle garde une main sur le continent noir par le biais de ses multinationales face aux entreprises américaines ou chinoises, histoire de continuer à s'enrichir sur le dos des Africains.

Grèce : climat méditerranéen et insurrectionnel

En Grèce, durant huit semaines d'un chaos inouï, des rassemblements de jeunes politisés ont tourné à l'émeute dans les plus grandes villes du pays, comme Athènes, Thessalonique ou Patras. Des scènes de pillages et d'incendies volontaires menés contre des commerces ou des écoles ont suivi presque chaque soir de violentes manifestations, occasionnant une paralysie de l'activité de ces centres urbains, des dégâts évalués à plusieurs millions d'euros ainsi qu'un grand nombre de blessés, dans les rangs des émeutiers comme dans ceux des forces de l'ordre. La police était en effet la cible privilégiée des casseurs, au motif qu'un anarchiste de 15 ans avait été tué plus tôt lors d'un contrôle de routine. Les circonstances du drame n'ont pas encore été rendues publiques, mais les services du Ministère de l'Intérieur affirment qu'on travaillait en haut lieu à une enquête impartiale.

Voilà, à gros traits, le résumé de ce que les amateurs de la presse objective et autorisée ont découvert sur les journées de désordre qui ont eu lieu en Grèce durant les mois de décembre et de janvier derniers. Je tiens à dire que c'est un « digest » honnête, tiré des meilleures pages du Figaro Mondial Libéré, mon triquotidien de référence. Nul mortel ne peut contester l'authenticité du récit de ces journées terribles par les médias français, tant il est assuré que les événements se sont déroulés...en Grèce! Et si cette preuve ne suffit pas aux esprits chagrins, qu'ils se rassurent en se disant que le comble pour des journaux de mouchards, c'est quand même d'être bien renseignés.

On compare parfois la révolte grecque aux émeutes banlieusardes de décembre 2005. Voyons voir... Athènes n'est pas Oaxaca et les koukouloforoi¹ ne sont pas non plus des Fédérés. Il n'y a rien de plus dangereux pour un mouvement social porté vers l'avenir que de se laisser sans cesse ramené vers le passé, d'être comparé aux actions syndicales du temps de papa. D'ailleurs, ma modeste contribution à ce journal ne sera jamais de glorifier une fièvre révolutionnaire qui retombe. En revanche, ce que nos lecteurs peuvent apporter, c'est de faire savoir et comprendre que les coups portés par le pouvoir sont désormais rendus. La jeunesse grecque a certes enterré Alexandros Grigoropoulos, mais ne s'en est pas tenue à la traditionnelle ballade silencieuse derrière un cadavre. En attaquant les symboles de l'Etat, les manifestants ont spontanément désigné le potentat gouvernemental comme responsable du drame. Si des quartiers pauvres sont incendiés (suivez mon regard à l'Est...), si des commerces privés ou des enseignes de multinationales, ce n'est pas par haine ou par vengeance. Cela signifie que l'Etat ne pourra plus se gargariser de rétablir le calme pour mieux lâcher la bride à la répression, et qu'il ne pourra plus dégainer la tarufferie de la « majorité silencieuse » pour mieux noyer les revendications populaires; pas de calme, nulle part le silence, pas avant la justice! D'ailleurs les koukouloforoi ne comptent apparemment pas beaucoup d'encartés ou de ceux qui attendent les élections pour s'exprimer. A un journaliste qui lui demandait s'il envisageait de rejoindre ou de créer un parti pour relayer sa colère et fédérer les déçus du gouvernement, un des camarades d'Alexandros a donné cette brillante réponse : « Le destin de la révolte n'est pas la synthèse, pas plus que le destin de la guerre n'est la paix ».

¹ "Cagoulés" en grec





Pas de quoi paniquer en haut ...

En 2007, les patrons du Cac 40 ont perçu le montant record de 161 millions d'euros contre 102 millions en 2006. En 2008, les salaires des 10 plus grands patrons ont explosé : plus 4 700 000 euros, soit 308 années de SMIC. Dans la même veine politique, c'est à dire toujours pour ceux ayant du sang de bourgeois, les députés ont une nouvelle fois refusé en 2009, comme les années précédentes, d'alourdir les cotisations sociales pour les « retraites chapeau » (compléments de retraite versés par les entreprises aux anciens cadres loyaux de la maison) et les stock-options (privilège parmi les privilégiés qui consiste à pouvoir acheter des actions à un prix favorable). Autrement dit, un gros manque à gagner, plusieurs dizaines de millions d'euros, pour la sécurité sociale.

Mais comme C'EST LA CRISE, il faut montrer l'exemple, proclamer que tout le monde doit se serrer la ceinture... L'Assemblée Nationale a donc agit, en décidant de soumettre aux cotisations sociales les indemnités parfois exorbitantes versées aux dirigeants d'entreprises... quand elles dépassent le million d'euros ! Pas de quoi paniquer donc. Entre salaires de base, bonus, gains encaissés sur les stock-options, dividendes perçus et enfin jetons de présence dans les conseils d'administration, il leur restera de quoi inscrire leurs enfants au club de golf de Vésinet ou de Saint-Germain.



Visitez Paris !

Venez visiter Paris, sa Tour Eiffel, les Champs Elysées et...ses manifestations ! Ainsi auraient pu être formulées certaines promos de tour opérateurs, toujours à la recherche de bouffonneries à proposer aux assistés du voyage. En bons professionnels, ils ont su organiser la chose comme il se doit, lors de la grosse manifestation du 29 janvier dernier. Arrivée un peu en avance, afin de stationner en bon accord avec les forces de l'ordre, une trentaine de cars de touristes de différentes nationalités étaient présents le long du boulevard Haussmann et Place de l'Opéra pour voir déferler la marée humaine du 29 janvier. La manifestation deviendrait donc un objet touristique typiquement Français, selon les organisateurs de voyage. Maintenant qu'on le sait, il s'agira de faire rester les touristes jusqu'à la fin de la manif, qu'ils savourent également les odeurs des gaz lacrymogènes et les violences policières de fins de manif', et d'obliger les guides des clubs me(r)d(e) et autres, en guise de punition, à lire et traduire dans toutes les langues les tracts du NPA.



Manifestation interprofessionnelle du 29 janvier 09
Arbesio, www.photothèque.com

Réquisition des logements vides !

Le Maire de Saint Montan (Ardèche), M. Cararero, fait quasiment figure de résistant...tout simplement en ayant appliqué la loi de réquisition des logements vides, qui date de 1945. Il s'agissait de reloger plusieurs familles sinistrées, après un incendie, au début de l'année 2009, dans plusieurs logements vides de sa commune depuis plusieurs années. Afin d'être sûr d'appliquer la loi, dans les règles de la République, le Maire a sollicité l'aide de l'Etat, mais sans succès. En voilà des manières de vouloir appliquer la loi !



à l'intérieur du "48", un squatt ouvert aux sans abris et réfugiés à Angers...

La CFDT se spécialise dans l'intérim !

Après avoir, seul contre tous, mais aux côtés des organisations patronales (dont le MEDEF), validé l'allongement du temps de travail et la refonte du système des retraites en 2003, voter les derniers accords de l'assurance chômage en 2006 et 2009, et après avoir fait condamner des militants intermittents du spectacle pour une occupation de leurs locaux, la CFDT n'en finit plus de tracer sa ligne droite syndicale, décidément parallèle à celle de la politique du gouvernement et des patrons. Au point que la confédération des fabricants de turbins, telle que la Coordination des Intermittents et Précaires la surnomme, ne devrait même plus avoir le droit de se définir comme syndicat de travailleurs. Et comme sa soumission aux exigences patronales semble sans limite, celle-ci n'a rien trouvé de mieux pour « défendre les travailleurs » et « lutter contre le chômage des jeunes », que de se muer en agence d'intérim, le temps d'un forum de recrutement. Organisé en « partenariat » avec le cabinet APC Recrutement, au sein des locaux la CFDT, ce forum avait pour but de lutter « contre les discriminations » en permettant aux jeunes d'avoir un « contact direct avec les recruteurs, et de favoriser la reconnaissance des compétences, la motivation et le mérite ». A gagner ce jour-là des postes en CDI, CDD, et des stages dans les domaines de la banque et de l'assurance. Grâce à la CFDT, la lutte contre le chômage et les discriminations avance : il suffit d'aider les recruteurs, et de promouvoir la méritocratie !

Quand les facs déposent le bilan...

Harvard, qui se vante de former les plus brillants cerveaux de la planète, vient d'essuyer, en avril 2009, une perte de plus de 50% (environ vingt milliards de dollars) dans les comptes gérés par son fond d'investissement, non sans avoir tenté de cacher l'ampleur de ce gâchis. En menant l'enquête sur les sites financiers, on s'étrangle de voir tous les vices du capitalisme et de la haute finance greffés sur ce prestigieux lieu d'excellence universitaire : gestion externalisée, opaque, et qui s'avère aussi lamentable que confortablement payée (l'équipe de boursicoteurs se partage trente millions de dollars), mais aussi la course aux crédits hypothécaires, arme d'expropriation massive (et la poursuite de cette ligne malgré l'éclatement de la bulle immobilière), sans oublier la dissimulation et le trucage des comptes au nez et à la barbe de la SEC (« gendarme » de la Bourse américaine) ou les investissements imprudents sur des places financières en plein chaos.

Voilà ce que sont les facs privatisées, les pôles d'excellence! Les futurs maîtres du pays apprennent à gaspiller des sommes colossales, couvertes par l'Etat qui refuse tout coup de pouce au SMIC ou au livret A. Harvard va geler salaires et embauches, Duke réduire ses effectifs de 20%, le MIT de Boston perdre 30% de son budget annuel : tous ces échecs vont rejaillir sur la qualité de l'enseignement, faisant perdre un temps précieux à l'activité de recherche. Péresse ne manque décidément pas de souffle quand elle prône les mérites de la compétition de la performance...

Trente mètres de haut et tout sourire



Trois mois que ça dure. A chaque passage le long de la Seine, dans le centre de Paris, la même frayeur : des fresques de plus de trente mètres de haut représentant des policiers en tout genre tout sourire ! Pas moyen de s'y habituer ! Ces fresques, recouvrant des échaffaudages pendant les travaux de réfection d'une façade de la préfecture de police de Paris, sont censées montrer aux passants que ce bâtiment héberge une profession qui sait veiller sur tout le monde. Policiers en vélo, en roller, en uniforme officiel, en habit de brigade fluviale, en manche courte, coiffés de képis, de casquettes,... Une dizaine de magnifiques déclinaisons des agents de maintien de l'ordre exposant la panoplie du sécuritaire tous azimuts. Pas sûr que l'opération image humaine et souriante de la profession ait fonctionné sur beaucoup de personnes... Vivement la fin de travaux en tout cas!

Flagrant délire de guerre

En plein massacre, les généraux israéliens ne savent plus quoi inventer pour justifier leur « défense ». La meilleure défense c'est l'attaque, dit-on en sport.

Pour l'armée israélienne, c'est un peu la même logique. La propagande mensongère en plus. Ainsi, le 12 janvier dernier, après avoir soigneusement rasé bâtiments, écoles et véhicules de l'ONU pour achever de dissuader les onusiens de fourrer leur nez trop près du massacre, Tshal déclarait sans vergogne : « les agences de l'ONU sont probablement infiltrées par le Hamas ». Et Ben Laden s'est installé au siège new-yorkais des Nations Unies, aurait-elle pu rajouter.



Cabu (pour Siné hebdo)



Anniversaire manqué

N'aurions nous pas omis de fêter un anniversaire cette année..? Car cela fait maintenant dix ans que l'Euro circule en toute fluidité sur une grande partie du vieux continent. Dix ans de monnaie unique, de nouvelles pièces dans le porte monnaie, de simplification des changes, mais aussi, dix ans d'augmentation furieuse des prix, de libre circulation des capitaux, d'accélération des transactions boursières,... Bref toutes les raisons pour en parler. Et curieusement, pas un mot, et encore moins pendant cette campagne des européennes, sur ce chiffre tout rond. Un tel événement transcende habituellement les machines de guerre communicationnelle de l'UE. A moins qu'il ne s'agisse, croyons le plus que naïvement, d'éviter un sujet qui fâche...le peuple. Il est vrai qu'après dix ans, on commence à avoir une idée des dégâts à long terme que pourrait causer la monnaie unique, et la consécration du règne de la flexibilité, des licenciements, et des délocalisations. A défaut de lui avoir allumé des bougies pour ses 10 ans, gardons tout de même les allumettes pour un prochain anniversaire surprise...



L'unef reinvente l'expo coloniale

Quelques semaines après le festival contre le racisme de l'Unef, cuvée 2009, nous ne pouvons que vous proposer à nouveau cet article collector, écrit à l'occasion de l'édition 2007, et publié dans le numéro 2 de l'Autre-ment !

J'adorerais mettre la main sur l'étron encarté, le trois fois satanique inventeur de l'écoeürant « Festival contre le racisme », organisé il y a peu par l'UNEF, entre autres.

Rien que le nom m'amuse : mettre sur pied une gaudirole, une pantalonnade à ciel ouvert pendant une semaine pour combattre la gangrène xénophobe, trente ans (déjà...) de lépenisation des cerveaux et des comportements, cinq siècles de mensonges et d'exploitations coloniaux et des préjugés vieux comme homo sapiens. C'est bien connu que les Africains ont gagné l'émancipation au jeu de lancer de nains à la Grande Quinzaine du Manioc ou bien que Mandela a arraché l'abolition de l'apartheid en faisant un triomphe sur la scène de l'ONU quand il a raconté l'histoire du travelo qui en a trois. Mais passons sur le titre pour en venir au contenu : la joyeuse semaine des Martin Luther King en peau-de-zob s'articulait autour de la dégustation quotidienne de différents plats (spaghetti, couscous, boudin...) censés représenter

l'apport indiscutable au progrès des nations que sont les traditions gastronomiques autochtones et la folle diversité des menus

qui germent dans l'esprit bariolé des ménagères du Sahel ou de Katmandou, merde quoi... Cette prétention qu'ont les tenants de l'antiracisme en apéricubes à nous prendre pour des imbéciles à quelque chose d'indigeste. Regardez un peu à quoi vous en êtes réduits : une bouchée pour les Sénégalais, une autre pour les Maghrébins, hasta la revolucion et tirez la chasse !

Des millénaires de haine et de génocides vont prendre fin dans le chaudron magique de l'UNEF ; les peuples enfin unis se lèveront de table avec la certitude que leurs querelles sont oubliées et roteront de concert pour des lendemains qui chantent.

Et ça fait des grands sluuuuuurp...

C'est à toi que je m'adresse, toi l'incommensurable veau marin qui écrase en ce moment de ta pesanteur bureaucratique le siège de la commission « Activités culturelles » au sein de l'Unef, toi qui ravales Senghor et Ben Jelloun au rang de Maïté de l'antiracisme estampillé « United Colors of Bande de Cons ».

Je ne veux pas salir l'UNEF plus que tu ne le fais déjà, ni lancer la suspicion sur les profits qu'elle tire de cette abominable kermesse, mais plutôt t'inviter à penser à ceci : à l'heure où les étrangers et les victimes de la xénophobie dans leur ensemble commencent à faire valoir qu'ils ne sont pas juste bons à faire du rap d'usine ou à perdre des finales de Coupe du Monde, à quoi ça rime d'organiser une « rap battle »

et un match de foot, même pour la bonne cause ?

Pour ma part, tant que continuera ce militantisme en fiche cuisine, je saurai me prémunir contre le cholestérol en n'allant pas bouffer chez toi.



Vu sur un tract du binôme anonyme de Nanterre

Agenda DEMOSPHERE

lundi 1er juin

- Manifestation de soutien au peuple Tchétchène devant l'ambassade de Russie, Paris 16e 18h00

mardi 2 juin

- Manifestation vers le centre de rétention de sans papiers de Palaiseau – CIMADE Palaiseau 17h30

- Débat "L'Europe sociale n'aura pas lieu" avec François Denord et Antoine Schwartz, Paris 20e 20h00

- Projection débat "Mirages d'un eldorado" compagnies minières au Chili, Paris 19e 20h30

- Projection débat "Katanga business" - mines à l'est Congo - avec Survie et Amnes. Int., Saint-Ouen l'Aumône 20h30

- Séminaire "Sociologie de la bourgeoisie" M.et MMe Pinçon-Charlot - Fond. Copernic, Paris 5e 20h30

mercredi 3 juin

- Journée sur les pédagogies alternatives "L'Éducation autrement ?", Nanterre 09h30

jeudi 4 juin

- Séance "Christiania, commune libre de Copenhague"- Utopies en pratique- Dionyversité, Saint-Denis 19h00

- Rencontre débat - livre "Les émeutes en Grèce", Paris 11e 19h30

samedi 6 juin

- Réunion publique du collectif "non a la politique de la peur" - casse sociale et sécuritaire, Paris 10e 13h00

- Débat sur le Proche-Orient avec Alain Gresh - Mode Diplomatique, Nanterre 17h00

- Projection débat "L'or africain, un soir" - mines d'or en Afrique, Paris 20e 20h30

jeudi 11 juin

- Soutien au procès du manifestant interpellé devant la CFDT, Paris 1e 09h00

- Réunion du collectif de solidarité avec les luttes sociales et politiques en Afrique, Paris 10e 19h00

- Séance "Les communautés libertaires aux Etats-Unis" Utopies en pratique- Dionyversité, Saint-Denis 19h00

- Débat sur le logement à Bondy - résidents de Michelet et réseau 93, Bondy 19h30

vendredi 12 juin

- "Week-end résistances africaines" - politique de la France en Afrique – Survie, Bagnolet 10h00

samedi 13 juin

- "Week-end résistances africaines" - politique de la France en Afrique – Survie, Bagnolet 10h00

- Manifestation unitaire à Paris - Journée de mobilisation nationale, Bastille 14h00

dimanche 14 juin

- "Week-end résistances africaines" - politique de la France en Afrique – Survie, Bagnolet 10h00

mardi 16 juin

- Projection débat de "Chomsky et Compagnie" avec H. Maler - Attac 12e, Paris 11e 20h00

jeudi 18 juin

- Conférence "portraits des enfants de l'immigration de 83 à 2005" - avec S. Beaud, Paris 12e 18h30

- Projection débat "France-Rwanda 1994, complicité de Génocide" – Survie, Paris 14e 19h30

- Projection débat de "Chomsky et Compagnie" avec H. Maler - Attac 12e, Paris 12e 20h00

vendredi 19 juin

- Cercle de silence à Paris contre le traitement inhumain des sans papiers, Paris 1e 18h30

samedi 20 juin

- Séance "Visite du Familistère Godin" - Utopies en pratique- Dionyversité, Saint-Denis

lundi 22 juin

- Séance "Godin, inventeur de l'économie sociale" - Utopies en pratique- Dionyversité, Saint-Denis 19h00

mardi 23 juin jusqu'au lundi 29 juin

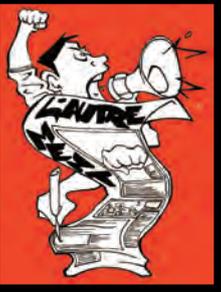
- Camp "No Border" à Calais du 23 au 29 juin - soutien aux migrants, Calais

Samedi 25 juillet jusqu'au Vendredi 31 juillet

- Rencontres Libertaires d'Eychenat - ouvertes à tous - OCL, OLS, Eychenat (09)

Cet agenda est réalisé en collaboration avec le site internet <http://demosphere.eu> qui a pour vocation « d'inciter le plus de gens possible à se rencontrer, à agir, et à se réapproprier la politique ». Plus d'infos (lieu précis, plus d'explications) sur ces rendez-vous sur le site !

TERMINO



L'équipe de rédaction :

Samuel, Maud, Jennifer, Tiffany, B.Cantal, Clément, Mumsab, Aby, Paji, Raphaël, Loup, Lucie, Sébastien

Ont participé à ce numéro :

Sohad, Lounes, Manue, Marcel (demosphere.eu), Vivianne, Avicennes, Drinesan, Popey (MB en force!), Néral, Nico, Mireille Galano, Maguy, un Camarade angevin, Anne B., Audrey, Rabhia, Noëlle, Patrick, Annick, Stradlater, Louisa, Christopher, Marie-Anne Boutoleau, Jean-Baptiste, Article 11...

Journal publié par l'association de L'Autre Journal

Imprimé par la coopérative Presse Pluriel
BP90-19, rue Frédérick Le-
maître
75961 Paris Cedex 20

Contacts :

06.50.13.79.09
lautre-ment@no-log.org
Sur Myspace : L'autre-ment

↑ Comment passe-t-on du rêve général à la grève générale ?...

▪ ...et est-ce bien le moment de rêver, diront les sceptiques et les partisans d'un activisme pur et dur. L'Autre-ment s'attache en tout cas à diffuser les signaux des révoltes contre l'ordre capitaliste. Les luttes sont menées par la communauté universitaire (femmes de ménages et étudiants contre la privatisation), contre les institutions chargées de gérer la pénurie (CROUS, Union Européenne). Les initiatives visent aussi bien à sortir de la rue (réquisition à Angers) qu'à y descendre (comme à Strasbourg avec les black blocs). Le combat a lieu sur le territoire national (pour les droits des sans-papiers) et par-delà les frontières (au Niger, en Grèce avec un détour vers la Palestine occupée). Chacun recherche la justice et se prépare à l'action.

▪ Quelle meilleure preuve que les rêves et les grèves sont le refrain général ? L'Autre-ment témoigne de cette actualité insurrectionnelle, sans dramatiser, en pratiquant le rire de résistance(s). Alors, soyons légers et rabelaisiens tandis que Monsieur Politicard et Madame Finance ne nous parlent que de morale et de crise, tant il est vrai que « l'homme le plus inquiet dans une prison en est le directeur » (G.B. Shaw).
Du rêve général à la grève générale ? Si la lecture de ce journal vous a donné l'impression que les consciences ont déjà basculé dans la deuxième étape, c'est que nous avons sans doute atteint notre objectif.

Voilà presque deux ans que L'Autre-ment circule dans l'espace public, du côté du 93 et au-delà... Parti de l'initiative d'étudiants des universités de Paris 13 Villetaneuse et de Paris 8 Saint-Denis, ce journal s'inscrit dans une dynamique locale de résistance globale. Modestement mais sûrement, nous nous attachons à diffuser une autre information, et à analyser l'actualité d'en bas, celle de ceux qui luttent, celle de ceux qui valorisent la solidarité, celle de ceux dont on parle peu ou mal dans les grands médias... Zone d'autonomie par principe, ce canard s'est construit avec des étudiants, des non étudiants, des travailleurs, des chômeurs, des sans-papiers, des lycéens, et reste ouvert à tous ceux qui souhaitent investir cet espace de contestation et de réappropriation de l'information... N'hésitez pas à nous transmettre suggestions, informations, et autres contributions afin de pouvoir poursuivre l'aventure de ce média libre, indépendant, et avant tout alternatif!